

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.

Alexander Rabinovitch

Les Bolcheviks au pouvoir

La première année du pouvoir des soviets à Petrograd

éditions critiques, 2024

Prologue Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre à Petrograd	page 2
1ère partie La défaite des modérés	page 7
1. La formation d'un gouvernement	page 7
2. De rebelles à dirigeants	page 14
3. Rassembler les forces	page 20
4. Le sort de l'Assemblée constituante	page 23
2ème partie Guerre ou paix	page 26
5. Combattre Lénine	page 26
6. "La patrie socialiste est en danger"	page 30
7. Une paix obscène	page 32
3ème partie Le pouvoir soviétique au bord du gouffre	page 36
8. Un printemps mouvementé	page 36
9. Des crises persistantes	page 37
10. La Commune du Nord et l'alliance bolcheviks-SR de gauche	page 42
11. Le suicide des SR de gauche	page 44
4ème partie Célébration au milieu de la terreur	page 47
12. En route vers la "terreur rouge"	page 47
13. La terreur rouge à Petrograd	page 49
14. La célébration du "plus grand événement de l'histoire du monde"	page 53
15. Le prix de la survie	page 54

Prologue

Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre à Petrograd

La révolution de Février 1917, née des instabilités politiques et économiques d'avant-guerre, du retard technologique et des divisions sociales profondes, associés à une mauvaise gestion de l'effort de guerre, à des défaites militaires constantes, à la dislocation de l'économie nationale et aux scandales indécentes entourant la monarchie, aboutit à la création de deux gouvernements nationaux concurrents. Le premier était le gouvernement provisoire officiellement reconnu, initialement dominé par d'éminents libéraux puis, après avril, par une coalition précaire de libéraux (principalement des démocrates-constitutionnels ou Cadets) et de socialistes modérés (surtout des représentants du parti social-démocrate modéré ou menchevik et du parti socialiste-révolutionnaire ou SR, un parti essentiellement paysan). Le second gouvernement était celui des soviets - à l'origine le Soviet de Petrograd, créé pendant la révolution de Février, puis, dès le milieu de l'été, les comités exécutifs nationaux des Soviets : le Comité exécutif central panrusse des Soviets des députés ouvriers et soldats (CEC) et le Comité exécutif panrusse des Soviets des députés paysans. Formés par des congrès représentant un réseau national de soviets urbains et ruraux, ces soviets nationaux étaient politiquement plus forts que le gouvernement provisoire en raison du soutien beaucoup plus important et sans cesse croissant qu'ils recueillaient parmi les ouvriers, les soldats et les marins.

Sous le contrôle des socialistes modérés, les organes exécutifs nationaux des Soviets reconnaissaient la légitimité du gouvernement provisoire et, avec certaines réserves, soutenaient sa politique. Celle-ci consistait à retarder les réformes politiques, économiques et sociales fondamentales, ainsi que la convocation d'une Assemblée constituante, dans l'intérêt de maintenir le partenariat avec les libéraux.

Les masses populaires considéraient les soviets comme le signe avant-coureur et le moteur du progrès social. Parmi les principaux dirigeants politiques russes, pratiquement seul Vladimir Ilitch, fondateur et principal dirigeant du parti bolchevik, le pressentit instinctivement. Dès le déclenchement de la guerre mondiale, il fut convaincu que celle-ci conduirait inévitablement à des révolutions socialistes dans tous les pays belligérants.

Son succès historique majeur fut de guider le parti bolchevique vers la préparation du remplacement du gouvernement provisoire par un gouvernement "soviétique" de gauche sitôt le moment venu. Pour évaluer le rôle de Lénine dans la révolution d'Octobre, il est toutefois essentiel de garder à l'esprit que durant une grande partie de la période comprise entre février et octobre 1917, il était absent du pays ou contraint à la clandestinité et ne fut donc pas en contact régulier avec ses collègues en Russie.

Les principaux dirigeants bolchéviques étaient divisés en trois groupes. A gauche, Lénine et Léon Trotski, entre autres, pour qui l'établissement d'un pouvoir révolutionnaire soviétique en Russie était moins une fin en soi que le déclencheur d'une révolution socialiste mondiale imminente. Au centre se trouvait un groupe de dirigeants souvent très indépendants, dont les opinions sur l'évolution de la révolution fluctuaient en fonction de leur lecture des conditions existantes. A droite, un groupe très influent de dirigeants de partis nationaux nettement plus modérés, dirigé par Lev Kamenev et comprenant Grigori Zinoviev, Vladimir Milioutine, Alexeï Rykov et Victor Noguine (tous membres du Comité central bolchevique), ainsi qu'Anatoli Lounatcharski. (..) ce groupe était sceptique quant à la probabilité de révolutions socialistes imminentes et décisives en Occident. Au cours de la seconde moitié de 1917, ses membres considéraient le transfert du pouvoir aux soviets comme un moyen de construire une alliance forte de partis et de factions socialistes de gauche ; cette alliance devrait former un gouvernement intérimaire de coalition exclusivement socialiste afin d'entamer des négociations de paix et préparer une réforme sociale fondamentale par le biais d'une Assemblée constituante. En l'absence de Lénine, ce sont les perspectives de ce groupe, *plus que tout autre*, qui façonnèrent la plate-forme politique publique des bolcheviks.

A cela s'ajoute qu'en 1917, les portes de l'adhésion furent largement ouvertes et que l'organisation bolchevique devint un parti de masse. De plus, les programmes et les politiques bolcheviques de 1917 furent souvent élaborés avec des contributions importantes et opportunes des membres de base, reflétant par conséquent les aspirations populaires. Pendant ce temps, la révolution parmi les ouvriers d'usine, les soldats, les marins et les paysans avait sa propre dynamique, à tel point que parfois les bolcheviks suivaient leur électorat plutôt que l'inverse.

Le soulèvement de juillet se solda par une défaite des bolcheviks apparemment écrasante. Même la plupart des socialistes modérés se retournèrent contre eux. Lénine fut contraint de se cacher, de nombreux dirigeants bolcheviques furent emprisonnés, la croissance du parti fut temporairement interrompue et les préparatifs d'un congrès socialiste de gauche furent mis en veilleuse.

En fait, au niveau local, les bolcheviks, les mencheviks-internationalistes et les SR de gauche travaillaient déjà efficacement ensemble dans des organismes de base telles que les soviets de district. Cependant, à la lumière des tactiques fructueuses appliquées par les bolcheviks dans la révolution d'Octobre, l'aspect le plus révélateur du soulèvement de juillet fut peut-être le grand attrait populaire pour le programme révolutionnaire bolchevique qu'il révélait.

Quel était le programme public des bolcheviks ? Contrairement aux idées reçues, en 1917, ceux-ci ne défendaient pas la dictature d'un parti unique. Dans les masses, ils prônaient plutôt un "pouvoir populaire" démocratique, exercé par un gouvernement exclusivement socialiste, soviétique et multipartisan dans l'attente de la convocation

d'une Assemblée constituante le moment venu. Ils réclamaient également davantage de terres pour les paysans, une plus grande influence des ouvriers sur la gestion des usines ("contrôle ouvrier", l'amélioration rapide de l'approvisionnement alimentaire et, surtout, la fin rapide de la guerre. Tous ces objectifs étaient soigneusement regroupés dans les slogans "La paix, la terre et le pain", "Tout le pouvoir aux soviets" et "Convocation immédiate de l'Assemblée constituante".

La marche des forces de Kornilov sur Petrograd fut stoppée par l'action de tous les groupes socialistes œuvrant ensemble sous l'égide des soviets. Toutefois, le rôle des bolcheviks fut tout à fait essentiel en raison de la capacité du parti à mobiliser rapidement les ouvriers des usines, les soldats des garnisons et les marins de la flotte de la Baltique pour défendre la révolution. La prompte défaite de Kornilov eut donc le double effet de renforcer la stature des bolcheviks dans les masses populaires et de fournir un puissant stimulant à la position bolchevique modérée de tous les groupes socialistes qui s'unissaient pour atteindre les objectifs révolutionnaires inscrits dans le programme du parti.

Lénine (...) fut tellement impressionné par la facilité avec laquelle les bolcheviks, les mencheviks et les SR, travaillant ensemble, avaient vaincu Kornilov que, dans un article de début septembre, "Au sujet des compromis", il laissa entre voir la possibilité que la révolution pût encore se développer pacifiquement et la direction du Soviet national exerçait le pouvoir sans plus attendre.

La tendance à la modération de Lénine ne dura pas. A la mi-septembre, il insista à nouveau sur la nécessité absolue d'un soulèvement armé pour faire avancer la révolution. Des facteurs tels que la forte position de l'extrême gauche en Finlande, l'obtention de majorités dans les Soviets de Petrograd et de Moscou, les soulèvements massifs de paysans réclamant des terres dans les campagnes, la désintégration continue de l'armée au front et les demandes de plus en plus insistantes des soldats d'une paix immédiate, ainsi que les signes d'agitation révolutionnaire dans la flotte allemande, sont autant d'éléments qui amenèrent Lénine à se prononcer en faveur d'une révolution.

Lénine, les 12 et 14 septembre, alors que la Conférence démocratique d'Etat était sur le point de commencer, écrivit deux lettres cinglantes au Comité central, exigeant que le parti quittât la conférence et commençât à organiser un soulèvement armé "sans perdre un instant". Pour les dirigeants du parti à Petrograd, ces lettres de Lénine furent un véritable coup de tonnerre. (...) La direction bolchevique, de concert avec les Sr de gauche et d'autres groupes de gauche, maintint le cap sur la création d'un gouvernement socialiste homogène lors du prochain Congrès national des Soviets.

Lénine réagit à cette rebuffade avec fureur. (...) Lénine plaida sa cause en personne lors d'une réunion historique du Comité central le 10 octobre. IL s'agissait d'inverser la stratégie visant à transférer pacifiquement le pouvoir aux soviets

multipartisans, qui avait été la clé de l'extraordinaire augmentation de l'influence et de l'autorité du parti parmi les masses révolutionnaires depuis le mois d'avril. (...) Seuls douze de ses vingt et un membres assistèrent à la réunion du Comité central bolchevique, ce qui faussa les débats en faveur des léninistes. Finalement, dix des douze participants (tous sauf Kamenev et Zinoviev) se rangèrent aux arguments de Lénine et acceptèrent de mettre la prise du pouvoir à "l'ordre du jour", devançant ainsi le congrès du parti prévu, qui n'eut jamais lieu.

Les dirigeants modérés du parti, dirigés par l'infatigable Kamenev, continuèrent à s'opposer vigoureusement à la ligne de Lénine. (...) Ces dirigeants bolcheviques modérés (Kamenev, Zinoviev, Rykov, Noguine, Riazanov et d'autres) figuraient parmi les porte-parole du parti faisant le plus autorité en 1917.

Un autre facteur joua contre l'organisation d'un soulèvement armé immédiat et indépendant : l'opposition de membres du Comité central comme Trotski et de dirigeants de tendance radicale du parti de Petrograd ; ils étaient attirés par l'idée d'une révolution socialiste précoce en Russie mais doutaient que les ouvriers et les soldats puissent être mobilisés sous un mot d'ordre du genre "charge immédiate à la baïonnette" exigé par Lénine.

Au bout de plusieurs jours, cependant, beaucoup furent forcés de conclure que le parti n'était pas techniquement prêt à lancer une insurrection immédiate et, de toute façon, la plupart des ouvriers, des soldats et des marins ne seraient probablement pas disposés à un soulèvement avant le Congrès des Soviets. Ils durent en outre reconnaître qu'en usurpant les prérogatives du Congrès national des Soviets, ils compromettaient les possibilités de collaboration avec des alliés aussi importants que les SR de gauche et les mencheviks-internationalistes. Ils risquaient aussi de perdre le soutien d'organisations de masse telles que les syndicats, les comités d'usine et le Soviet de Petrograd.

Entre le 21 et le 24 octobre, les dirigeants bolcheviques s'opposèrent fermement à une action révolutionnaire immédiate, ouverte et offensive, comme l'exigeait Lénine, en faveur de la préparation d'une lutte décisive contre le Gouvernement provisoire lors du Congrès national des Soviets, qui approchait.

La direction bolchevique utilisa le Comité militaire révolutionnaire du Soviet de Petrograd (CMR), dominé par les bolcheviks et créé le 9 octobre, pour surveiller la disposition des troupes du gouvernement afin de prendre le contrôle de la plupart des unités militaires basées à Petrograd. Ils distribuèrent des armes et des munitions provenant des principaux arsenaux de la ville à leurs partisans. Bien que le CMR n'eût pas franchi la limite entre les mesures défensives et celles semblant empiéter sur les prérogatives du congrès, dans la pratique, le gouvernement provisoire fut désarmé sans qu'aucun coup de feu ne fût tiré. (...) Ce n'est qu'après l'intervention directe et personnelle de Lénine au siège du parti à Smolny que commença l'effort unilatéral

visant à renverser le gouvernement provisoire, qu'il réclamait depuis un mois. Cela se produisit le 25 octobre avant l'aube.

Rétrospectivement, il est évident que l'objectif principal de Lénine, en insistant sur le renversement violent du gouvernement provisoire avant l'ouverture du Congrès des soviets, était d'éliminer toute possibilité que celui-ci formât une coalition socialiste dans laquelle les mencheviks eussent pu avoir une voix significative. Cette stratégie fut couronnée de succès. A la veille de l'ouverture du Congrès, avant le début des opérations militaires qui culminèrent avec l'occupation du Palais d'Hiver, au vu des affiliations politiques des délégués et de leur position sur la question du gouvernement, il est presque certain que les efforts pour instaurer un gouvernement socialiste démocratique de coalition s'engageant à un programme de paix et de réforme fondamentale porteraient leurs fruits pendant la session.

Il est important de (...) saisir toute la portée du renversement du gouvernement provisoire par les bolcheviks avant le deuxième Congrès panrusse des Soviets. L'immense impact politique de cet acte apparut dès son ouverture. En signe de protestation, les mencheviks et les SR refusèrent de participer à la présidence. (...) Plusieurs mencheviks et SR se levèrent pour dénoncer les bolcheviks comme des usurpateurs et déclarer leur intention de quitter le congrès pour les combattre. L'esprit de collaboration qui avait fleuri parmi un large éventail de socialistes à la veille du congrès s'évapora et la séance d'ouverture dégénéra rapidement en une foire d'empoigne verbale, au cours de laquelle la plupart des mencheviks et des SR présents quittèrent la salle pour aider à coordonner la résistance aux opérations militaires menées par les bolcheviks.

Trotsky profita de ce changement pour élargir encore la brèche avec les socialistes modérés (...) : "Le soulèvement des masses n'a pas besoin de justification (...). Allez à votre place, dans les poubelles de l'histoire". (...) Martov (...) rétorqua : "Alors nous partirons !". Faisant signe à Martov de s'en aller, Trotsky présenta une résolution approuvant l'insurrection dans les rues et condamnant les mencheviks et les SR en tant que laquais de la bourgeoisie. (...) Le mieux que Kamenev put faire fut d'ajourner discrètement la résolution incendiaire de Trotsky condamnant les mencheviks et les SR, laissant ainsi la porte ouverte à une future collaboration.

La révolution d'Octobre à Petrograd ne peut être qualifiée ni de coup d'Etat militaire ni de soulèvement populaire, même si, comme nous l'avons vu, elle contenait des éléments des deux. (...) D'une part, il s'agit de l'évènement culminant d'une lutte politique de longue haleine entre, d'une part, un éventail de plus en plus large de groupes socialistes de gauche soutenus par la grande majorité des ouvriers, soldats et marins de Petrograd mécontents des résultats de la révolution de Février et, d'autre part, l'alliance libérale-socialiste modérée de plus en plus isolée qui avait contrôlé le gouvernement provisoire et les organes dirigeants nationaux des soviets entre février et

octobre 1917. Au moment où le deuxième Congrès panrusse des Soviets se réunit le 25 octobre, la victoire relativement pacifique du premier camp était pratiquement assurée.

A un autre niveau, la révolution d'Octobre fut une lutte, principalement au sein de la direction bolchevique d'abord, entre les partisans d'un gouvernement de coalition exclusivement socialiste, qui conduirait la Russie à une Assemblée constituante dans laquelle la voix des socialistes dominerait, et les léninistes favorisant finalement l'action révolutionnaire violente comme le meilleur moyen de s'engager dans une voie ultra-radical et indépendante en Russie, qui déclencherait des révolutions socialistes décisives à l'étranger.

Le renversement du gouvernement provisoire par les bolcheviks avant le deuxième Congrès panrusse des Soviets, le départ des mencheviks et des SR et, comme nous le verrons, leur intransigeance lors des négociations sur la formation d'un gouvernement de large coalition socialiste après le congrès, associés aux premières victoires militaires des bolcheviks sur les forces loyalistes, sapèrent de manière décisive les efforts des bolcheviks modérés pour partager le pouvoir d'Etat et facilitèrent finalement l'avènement d'un autoritarisme de type soviétique.

Première partie La défaite des modérés
--

1. La formation d'un. gouvernement

Bien que favorables aux bolcheviks, avec lesquels ils collaboraient étroitement depuis des semaines, les membres de la fraction SR de gauche restèrent fidèles au principe selon lequel la survie de la révolution exigeait la formation d'un gouvernement de large coalition comprenant tous les partis soviétiques, proportionnellement à leur représentation au Congrès des Soviets. Pour faciliter ce résultat, ils insistèrent sur l'importance de maintenir des liens avec les bolcheviks et les masses révolutionnaires, mais rejetèrent l'idée de rejoindre les bolcheviks au sein du gouvernement. Lors d'une réunion des membres du Comité central bolchevique et des principaux SR de gauche au début de la soirée du 26, ces derniers refusèrent d'occuper des postes ministériels dans le pas de temps précédent la construction d'une large coalition socialiste. (...) La résistance des SR de gauche à former une coalition avec les seuls bolcheviks compliqua la situation.

Dans la déclaration de paix et la discussion qui suivit, Lénine prit soin de souligner que la légitimité du gouvernement soviétique provenait de la "révolution des 24 et 25 octobre", plutôt que du Congrès des Soviets. Par la suite (...) l'association des

bolcheviks avec le mythique soulèvement armé d'Octobre devint un élément central de leur identité.

Lénine présenta ensuite **un décret sur la réforme agraire** qui abolissait la propriété privée du sol et transférait toutes les terres privées et ecclésiastiques aux comités fonciers et **aux Soviets des députés paysans** pour qu'ils les distribuent aux paysans selon leurs besoins. (...) ce décret s'inspirait en fait du programme foncier populaire des SR. plusieurs délégués le soulignèrent et Lénine rétorqua : "Qu'il en soit ainsi (...). En tant que gouvernement démocratique, nous ne pouvons pas ignorer les sentiments des masses, même si nous ne sommes pas d'accord avec elles".

Ce n'est que vers 2h30 du matin, le 27 octobre, que le Congrès commença enfin à examiner la structure et la composition d'un nouveau gouvernement national. La tâche de présenter la position de Lénine (...) était contenue dans un bref décret. (...) selon ce décret, le Sovnarkom, le gouvernement ouvrier et paysan établi par le Congrès, ne devait fonctionner que jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante. Chaque grand ministère ou "commissariat du peuple" de ce gouvernement devait être dirigé par un comité. Les présidents de chacun de ces comités, ainsi que le chef du gouvernement, devaient former le Sovnarkom. En étroite collaboration avec les organisations de masse, il s'engageait à mettre en œuvre le programme du Congrès des Soviets.

Le contrôle du Sovnarkom et le droit de révoquer les commissaires individuellement devaient incomber au nouveau Comité exécutif central (CEC) élu par le Congrès. Kamenev termina en présentant la **liste des commissaires du peuple proposée, exclusivement bolchevique, avec Lénine à la tête** du Sovnarkom et Trotski comme commissaire du peuple aux Affaires étrangères.

Un représentant du Comité exécutif panrusse de l'Union des cheminots (Vikjel) s'avança pour lire un télégramme exprimant sa ferme opposition à la "prise du pouvoir par un seul parti" et son soutien déterminé à l'établissement d'un gouvernement "socialiste révolutionnaire" responsable devant "toute la démocratie révolutionnaire". le télégramme précisait qu'en attendant la création d'un tel gouvernement, le Vikjel avait l'intention de prendre le contrôle de l'ensemble du réseau ferroviaire russe.

Après l'élection d'un nouveau Comité exécutif central (CEC) composé de soixante-deux bolcheviks, vingt-neuf SR de gauche, six social-démocrates internationalistes unifiés, trois socialistes ukrainiens et un SR maximaliste, le congrès décida que cet organe, présidé par Kamenev, pourrait être élargi à des représentants des soviets paysans, des organisations militaires et des groupes qui avaient quitté la salle la veille en signe de protestation.

Nous disposons du témoignage de Trotski affirmant que, dans les premières heures après le Congrès des Soviets, Lénine penchait pour reporter les élections à

l'Assemblée constituante et pour les réorganiser en faveur de l'extrême gauche. La plupart des dirigeants du parti insistèrent toutefois toujours sur le respect de leurs engagements (...) parce qu'ils craignaient (...) le tollé populaire qui provoquerait le fait de revenir sur les engagements pris avant Octobre.

Sitôt que le deuxième Congrès eut confirmé le gouvernement, Lénine et Trotski (désormais second derrière Lénine dans la hiérarchie bolchevique) présentèrent celui-ci comme la seule autorité politique légitime de la Russie révolutionnaire. Toutes les personnes et toutes les institutions qui s'y opposaient étaient, par définition, contre-révolutionnaires et donc des cibles légitimes pour le Comité militaire révolutionnaire (CMR) du Soviet de Petrograd, soutenu par les milices ouvrières armées (les Gardes rouges), les marins de la flotte de la Baltique et, de manière moins fiable, par les éléments de la garnison de Petrograd.

Le 27 octobre, au nom du Sovnarkom, Lénine publia un décret approuvant toutes les fermetures de journaux, expliquant que les atteintes temporaires à la liberté de la presse étaient justifiées car, dans un moment aussi critique, les journaux d'opposition n'étaient "pas moins dangereux que les bombes et les mitrailleuses".

Le 28 octobre (...) le général Petr Krasnov, accompagné de Kerenski, avait pris la tête d'une force disciplinée anti-gauche d'environ sept cents Cosaques, qui avait repoussé des groupes désorganisés de soldats, de marins et de Gardes rouges de Petrograd sur la route entre Gatchina et Tsarskoïe Selo, à moins de trente-deux kilomètres de Petrograd. (...) le 29, Krasnov et Kerenski attendaient des renforts à Tsarskoïe Selo et annoncèrent leur intention de lancer une attaque générale sur la capitale le lendemain.

De nombreux journaux d'opposition (...) reprirent rapidement leur publication sous des titres légèrement modifiés. Leurs pages étaient remplies de récits sensationnels sur les excès des bolcheviks, les perquisitions et les arrestations aveugles, les pillages généralisés et la violence dans les rues, ainsi que les fusillades qui duraient jusque tard dans la nuit. On rapportait largement que de nombreuses femmes soldats arrêtées pendant l'occupation du Palais d'Hiver avaient été violées, que le CMR exécutait les prisonniers en pleine rue, et que la situation de tous les détenus défiait l'entendement. (...) Aujourd'hui encore, il est difficile de distinguer le vrai du faux à propos de la "terreur" bolchevique des débuts. Petrograd était un champ de bataille, en proie à l'anxiété, à la peur et à un antagonisme féroce. (...) Néanmoins, une partie de ce que la presse d'opposition rapportait sur les excès bolcheviques est corroborée par des preuves fiables.

Le 29 octobre (...) le Vikjel déclara son intention de déclencher une grève nationale szq chemins de fer à partir de minuit le jour même, à moins qu'une trêve militaire ne fût proclamée à Petrograd et à Moscou et que des pourparlers sérieux sur la reconstruction du gouvernement ne fussent entamés avant. L'exigence du Vikjel d'un

arrêt immédiat du conflit civil armé et de la refonte du gouvernement sur une base large et **exclusivement socialiste fut reprise par le Soviet des députés paysans de Petrograd**, par certains syndicats, ainsi que par le Conseil des syndicats de Petrograd et le Soviet central des comités d'usine, dans lesquels les bolcheviques étaient majoritaires.

A cet instant, Lénine et Trotski étaient occupés par l'écrasement de la révolte du Comité panrusse pour le salut de la patrie et de la révolution (ACS) et par la défense contre les cosaques de Krasnov. En leur absence, (...) le Comité central bolchevique s'empessa de soutenir la participation du parti aux négociations proposées. plus important encore, **le Comité central, lors de sa réunion du 29 octobre, convint à l'unanimité qu'il fallait élargir le gouvernement et que la participation de tous les partis soviétiques était acceptable.**

Lénine affirma par la suite que l'intérêt des bolcheviks pour un règlement négocié (...) était un "écran de fumée diplomatique pour les opérations militaires". Indubitablement, c'est ainsi que Trotski et lui-même voyaient les choses. En leur absence, cependant, ce n'était manifestement pas le point de vue de la majorité du Comité central. Sa position sur le Sovnarkom, adoptée le 29 octobre, fut immédiatement diffusée aux principales organisations du parti dans tout le pays en tant que politique officielle du parti.

La menace du Vikjel, l'isolement du parti par rapport à tous les autres groupes politiques et son incapacité apparente à gouverner ou à défendre par lui-même la révolution- encouragèrent les socialistes modérés à croire que les bolcheviks étaient au bord de la défaite et qu'il était donc plus sensé de leur résister plutôt que d'accepter leurs conditions.

La nuit (...) 31 octobre-1er novembre, Kamenev, Sokolnikov et Riazanov participèrent aux délibérations d'une (...) commission formée pour préparer des recommandations sur la composition du nouveau gouvernement et qui serait responsable devant le Conseil populaire provisoire. ces délibérations furent brusquement interrompues par trente représentants en colère des ouvriers de l'écierie Oboukhov. ils exigeaient la fin des atermoiements et un accord immédiat sur un accord de gouvernement de coalition socialiste responsable devant le CEC et engagé à mettre en œuvre le programme du deuxième Congrès panrusse des Soviets (...) : "Au diable les dirigeants et les partis (...) pendez tous les Lénine, Kérenski et les Trotski(...)".

Les délibérations aboutirent à la décision, prise à la majorité, d'exclure Lénine et Trotski des candidats aux postes ministériels et de limiter la représentation bolchevique dans le futur cabinet aux ministères de l'Education (Lounatcharski), du Commerce et de l'Industrie (Leonid Krassine) et éventuellement du Travail, des Affaires étrangères et de l'Intérieur. (...) Le 1er novembre, l'éditorial du *Rabotchi i Soldat* (L'Ouvrier et le Soldat) du Soviet de Petrograd, contrôlé par les bolcheviks, informait ses lecteurs qu'"un accord entre toutes les fractions (lors de pourparlers du Vikjel) a été conclu sur le principe

selon lequel le gouvernement devrait être composé de tous les partis socialistes au sein des Soviets".

Le 1er novembre, Lénine exprima sa colère (...) lors des réunions du Comité de Pétersbourg (...) et du Comité central. (...) Lénine (...) accusa les représentants du Comité central de **trahison** lors des réunions avec le Vikjel. (...) "S'il doit y avoir une **scission (dans le parti)**, qu'il en soit ainsi", s'emporta Lénine. "Si vous obtenez une majorité (au sein du plénum du Comité central), prenez le pouvoir au sein du CEC et continuez. Mais nous irons voir les marins". Lounatcharski insista sur la nécessité d'un gouvernement socialiste homogène plutôt que d'un gouvernement exclusivement bolchevique ou même soviétique. En réponse au rejet catégorique du compromis par Lénine, il affirma que si les bolcheviks n'obtenaient pas la coopération de l'appareil d'Etat existant, "ils **ne pourraient rien gérer**". Il admit que le parti avait la possibilité de "recourir à la terreur". "Mais pourquoi ?" s'interrogea-t-il. A ses yeux, les arrestations ne résoudraient rien - la bureaucratie de l'Etat était simplement trop grande et trop complexe pour être contrôlée par la terreur. La seule solution viable, insista-t-il, était de "prendre la voie de la moindre résistance", plutôt que de "s'emparer de chaque station avec une charge à la baïonnette".

Trotsky autant que Lénine, voire plus, était alors obsédé par l'idée de provoquer des révolutions socialistes dans les pays les plus avancés **d'Europe** si la Russie frappait un grand coup révolutionnaire. Il n'est pas exagéré de suggérer (...) que cette préoccupation primordiale fondait l'essentiel de sa réflexion sur la politique russe.

En plaidant pour un gouvernement largement représentatif, Riazanov, en tant que président du Conseil des syndicats de Petrograd, pouvait à juste titre prétendre représenter les 450 000 ouvriers syndiqués de la capitale. (...) "Si nous renonçons à un accord (...), nous serons complètement et désespérément seuls (...) sans les SR de gauche, sans rien (...) nous serons confrontés au fait que nous avons trompé les masses en leur promettant un gouvernement soviétique (...). Un accord est nécessaire". (...) Le Comité central **rejeta** par 10 voix contre 4 la demande de **Lénine** de sortir immédiatement des pourparlers du Vikjel.

L'intervention du Comité de Pétersbourg contribua-t-elle à faire pencher le Comité central du côté de Lénine ? Nous n'en savons rien. Ce que l'on sait, c'est que les attaques de Lénine contre l'attitude des modérés ne les dissuadèrent pas d'essayer de maintenir en vie les négociations sur la reconstruction du gouvernement.

Kamenev, Riazanov et Zinoviev pour les bolcheviks, Kareline et Proch Prochian pour les SR de gauche furent chargés de représenter le CEC dans les futures négociations sur la composition d'un nouveau gouvernement. (...) On peut imaginer la fureur de Lénine lorsqu'il apprit. (...) Peu étaient prêts à défier Lénine sur le caractère inadmissible des violations flagrantes à la discipline du parti en temps de guerre civile naissante. (...) Les principaux modérés - Kamenev, Rykov, Zinoviev, Noguine et Vladimir

Milioutine - démissionnèrent rapidement du Comité central afin, comme ils l'écrivent dans une réponse à (...) Lénine, que "nous soyons libres d'exposer nos points de vue aux masses (...) et de les appeler à soutenir notre appel à un accord immédiat sur un gouvernement représentant (tous) les partis soviétiques".

Les mencheviks et les SR interprétèrent les démissions du Comité central bolchevique comme le signe que la désintégration attendue des bolcheviks avait commencé. Naturellement, cette façon de penser réduisit à néant l'intérêt qu'ils éprouvaient encore pour un compromis avec eux. (...) Le résultat net d'une semaine de négociations ininterrompues sur la question du gouvernement, et d'une lutte acharnée au sein du parti bolchevique à ce sujet, était nul. Pour l'instant, tous les membres du Sovnarkom étaient des bolcheviks.

Selon le décret établissant le **Sovnarkom**, ce dernier était responsable devant le CEC, auquel avaient droit de participer tous les partis, groupes et institutions soviétiques, y compris ceux qui s'étaient retirés du deuxième Congrès des Soviets ou qui n'y étaient pas représentés. (...) Même Lénine reconnut, sur le principe, que le Sovnarkom était responsable devant le CEC. Avant la mi-novembre, lorsque le Sovnarkom commença à se réunir régulièrement, Lénine et d'autres commissaires du peuple **publièrent des décrets de leur propre chef, sans en référer au CEC.**

Une grande partie du CEC, y compris la plupart des bolcheviks et tous les SR de gauche considérait les premiers décrets répressifs émis au nom du Sovnarkom, ainsi que ceux du CMR, comme des mesures extraordinaires par faire face à des urgences temporaires. Ils (...) s'attendaient à ce que le Sovnarkom fonctionnât comme l'organe exécutif du CEC une fois la situation politique stabilisée à Petrograd. Au début du mois de novembre, les menaces immédiates pesant sur la survie de la révolution à Petrograd semblaient surmontées. Néanmoins, le style de gouvernement par décret arbitraire **imposé par la force** ne montrait aucun signe d'apaisement.

Au sein du CEC, l'un des premiers à s'opposer formellement à cette situation fut le bolchevik modéré Youri Larine. (...) Pour lui et ses collègues du parti, sans parler de la plupart des Sr de gauche, l'approbation par Mouraviev de la pratique du **lynchage** pour rendre justice était tout à fait répugnante. (...) Larine, soutenu par Riazanov, exhorta le CEC à abroger purement et simplement ce décret. (...) A ce stade (...) la majorité du CEC renonça à une collision immédiate et frontale avec Lénine et le Sovnarkom.

Reconnaissant que des contrôles stricts sur **la presse** auraient pu se justifier pendant les jours instables de l'immédiat après-October, il insista sur le fait que ce n'était plus le cas et que les médias d'information devaient rester libres de toute restriction tant qu'ils n'incitaient pas directement à la subversion ou à l'insurrection. (...) Trotski, puis Lénine (...) se levèrent pour défendre le décret sur la presse comme une nécessité absolue en cas d'extrême urgence.

Frustrés dans leur espoir d'élargir le Sovnarkom ou de modérer son comportement par le biais du CEC, les SR de gauche annoncèrent **leur retrait** du CMR et de toutes les autres institutions gouvernementales, à l'exception du CEC. (...) Noguine (note : bolchevik) commença par plaider avec émotion en faveur d'un compromis sur la question du gouvernement, puis fit une annonce aussi prophétique que surprenante. Selon lui, la seule alternative était "un gouvernement **purement bolchevique** maintenu par la terreur politique (...) qui, à terme, éloignera les organisations de masse prolétariennes de ceux qui dirigent nos affaires politiques, conduira à l'établissement d'un régime n'ayant pas de comptes à rendre et à la destruction de la révolution et du pays". (...) Il révéla la démission du Sovnarkom de quatre commissaires du peuple - Rukov, Milioutine, Ivan Teodorovitch et lui-même. (...) Trois des démissionnaires (Noguine, Rykov et Milioutine) étaient des membres du Comité central bolchevique proches de Kamenev sur les questions théoriques et tactiques.

Dans une interpellation écrite formelle à Lénine, un SR de gauche non identifié fit remarquer que le Congrès des Soviets avait désigné le CEC comme l'autorité suprême devant laquelle le Sovnarkom était entièrement responsable. Il demanda une explication immédiate des raisons pour lesquelles le Sovnarkom avait émis des décrets qui n'avaient été ni **autorisés ni discutés par le CEC** et si le Sovnarkom avait l'intention de renoncer, à l'avenir, à la pratique inadmissible de **gouverner par décret**.

En adoptant une perspective historique, on peut voir qu'il s'agit d'un moment **critique dans l'évolution initiale du système** soviétique.

Lénine envoya personnellement un ultimatum à Kamenev, Zinoviev, Riazanov et Larine, les **menaçant de les expulser** du parti bolchevique s'ils n'acceptaient pas immédiatement par écrit de soutenir sans réserve les politiques du Comité central et de promouvoir sa politique dans tous leurs discours, ou de se retirer de toute activité publique en attendant les décisions d'un congrès du parti. Kamenev, Roazanov et Larine, mais pas Zinoviev, transmirent immédiatement une réponse commune défiant Lénine, contestant son droit d'insister pour qu'ils promeuvent les politiques du Comité central avec lesquelles ils étaient radicalement en désaccord, ce qui constituait à leurs yeux une exigence inouïe de parler contre leur conscience.

A l'instigation de Lénine, les participants à une réunion matinale du Comité central du parti bolchevique, le 8 novembre, se mirent d'accord pour démettre Kamenev de la direction du CEC. (...) A plus long terme, cependant, sous la férule de Sverdlov, le CEC fut réduit à une "feuille de vigne".

Le (...) deuxième Congrès panrusse urgent des Soviets des députés paysans, convoqué à Petrograd le 11 novembre, (...) avait été convoqué en grande partie à l'initiative des bolcheviks et des SR de gauche, expressément dans le but de légitimer davantage le pouvoir soviétique, en partie en facilitant la fusion du CEC panrusse des Soviets de députés ouvriers et soldats avec le Comité exécutif panrusse des Soviets de députés

paysans. (...) A la fin du mois de novembre, les bolcheviks disposaient d'une majorité au sein du CEC mixte.

*

La période comprise entre le 25 octobre et le 4 novembre 1917 marqua un tournant majeur dans le développement de la révolution russe. (...) le soutien populaire aux bolcheviks fut consolidé par l'adoption par le Congrès d'une grande partie du programme révolutionnaire de leur parti, ainsi que par les premières victoires militaires du gouvernement soviétique sur la contre-révolution.

Les tentatives des bolcheviks modérés de réduire le pouvoir arbitraire du Sovnarkom, soutenues par les SE de gauche, les mencheviks internationalistes et d'autres groupes socialistes de gauche au sein du CEC furent repoussées. Les bolcheviks modérés furent évincés du Comité central du parti et démissionnèrent du Sovnarkom. En outre, la légitimité du gouvernement soviétique fut renforcée par l'approbation du programme du deuxième Congrès panrusse des soviets des députés paysans et par la fusion de leurs comités exécutifs.

2. De rebelles à dirigeants

Les bolcheviks de l'organisation du parti de la ville, du Soviet de Petrograd et des soviets du district furent contraints de cesser de se conduire en rebelles et de se transformer en dirigeants : il fallait remodeler ou construire de nouveaux organes de gouvernement et d'administration au niveau local. Ils devaient en outre le faire sans avoir réfléchi à la manière dont ils dirigeaient le pays, tout en étant obligés de fournir du personnel pour servir dans les nouvelles institutions du gouvernement national en même temps qu'ils répandaient et défendaient la révolution dans tout le pays. Ces charges conduisirent inexorablement à la transformation fondamentale de la composition, de la structure, du mode de fonctionnement et des relations de l'organisation du parti bolchevique de Petrograd avec ses circonscriptions.

En tant que président du Comité exécutif et du Présidium nouvellement élus, Zinoviev, qui s'était attiré les bonnes grâces de Lénine en abandonnant les modérés, devint le chef du Soviet de Petrograd. Il occupera ce poste jusqu'à la fin de l'année 1925.

Dans la phase initiale du pouvoir soviétique, le Soviet de Petrograd se réunissait régulièrement. Il était composé de plus d'un millier de représentants élus d'usines et d'unités militaires, dont plusieurs centaines participaient à la plupart des réunions. Sa taille l'empêchait de servir d'organe délibérant et décisionnel significatif. A quelques exceptions près, loin d'être des réunions sérieuses destinées à résoudre des problèmes importants, ses sessions plénières étaient des rassemblements mobilisateurs visant à

diffuser des informations et à renforcer le soutien populaire aux positions bolcheviques sur les questions nationales et internationales.

La préoccupation première du Sivnarkom était d'organiser le plus rapidement possible les élections pour une nouvelle Douma de la ville afin de conserver intacts les conseils de l'ancienne et leurs départements et commissions spécialisés à tous les niveaux. Ces élections se déroulèrent les 27 et 28 novembre. Boycottées par les Cadets et les socialistes modérés, elles aboutirent à la création d'une Douma de Petrograd dominée par les bolcheviks.

Au lendemain des journées d'Octobre, à l'exception de la douma du district de Vyborg, toutes les doumas de district, ainsi que la Douma centrale de la ville, étaient contrôlées par les Cadets et des socialistes modérés qui résistaient activement au pouvoir soviétique. Dans un premier temps, les soviets de district se contentèrent de surveiller étroitement les doumas et les conseils de district et de tenter de les influencer par l'intermédiaire des bolcheviks en leur sein. Ce n'est qu'à la fin novembre et en décembre (à ce moment-là, pratiquement tous les soviets de district de Petrograd étaient dirigés par des bolcheviks), face aux grèves des fonctionnaires en partie dirigées par les doumas de district, que les soviets de district commencèrent à les dissoudre. Le processus de dissolution des doumas de district était souvent entamé par le comité local du parti bolchevique qui, en réponse aux plaintes concernant le sabotage des fonctionnaires, adoptait une résolution appelant à la dissolution de la douma locale et à l'élection d'une nouvelle. (...) Mais aucune n'eut lieu.

En dépit des préférences de leurs dirigeants, les circonstances contraignirent les soviets de district de Petrograd (...) d'affirmer leur contrôle sur les conseils de la douma et de se transformer en institutions d'autogestion locale. Entretemps, les arrêts de travail des anciens fonctionnaires se réduisirent début janvier (...) parce que la plupart d'entre eux dépendaient de leur salaire pour survivre (...). Ils reprirent le travail. Les soviets du district de Petrograd firent appel à ces employés, à partir de décembre 1917 et jusqu'à la première moitié de 1918, afin de former des sections éparées pour les principaux services municipaux.

Le général Mikhaïl Alexeïev (...) dans une alliance difficile avec le général Alexeï Kaledine, ataman des cosaques du Don, (...) commença immédiatement à organiser le noyau d'une armée antibolchevique et pro-Alliés bientôt connue sous le nom d'Armée des volontaires (...) rejoint (...) par le général Anton Denikine et, plus important encore, par le général Kornilov.

Dès la fin de novembre, en réponse aux appels urgents de Lénine à éliminer la contre-révolution bourgeoise sur le Don, des milliers de bolcheviks de Petrograd, de gardes rouges, de marins de la flotte de la Baltique et de simples ouvriers, souvent mobilisés par les comités de district du parti, se joignirent aux forces soviétiques, de plus en plus nombreuses et hétéroclites, qui se dirigeaient vers le sud (...) submergèrent

l'Armée des volontaires, encore relativement maigre, et la poussèrent -hors du territoire du Don, jusque dans la steppe gelée du Kouban.

Les archives montrent que pendant la première année du pouvoir soviétique à Petrograd, les départs massifs des travailleurs les plus efficaces du parti étaient la règle dans tous les districts, désorganisant gravement leur administration. Cependant, comme les personnes affectées occupaient souvent plusieurs postes en dehors du parti et que les responsabilités des bolcheviks dans les organismes gouvernementaux tels que les soviets de district, les tribunaux révolutionnaires et autres avaient tendance à s'étendre de façon exponentielle, dans la pratique, **la plupart des affectations se traduisaient par le retrait complet** du membre du parti du travail actif d'organisation et d'agitation **bolchevique**.

Sloutski s'inquiéta : (...) "Tout le monde est dispersé et tout le monde est dévoré par le pouvoir" (...) nous devons prendre des mesures pour éviter d'être submergés par les "bolcheviks d'octobre" (c'est-à-dire par les recrues inexpérimentées de l'après-October). Les vieux militants de base du parti partageaient cette inquiétude sans pouvoir remédier à cette situation. (...) Très rapidement, les comités de district du parti et leurs réseaux soigneusement entretenus s'effondrèrent.

Les résultats des élections à l'Assemblée constituante du 12 au 14 novembre constituent une expression complète de l'opinion politique à Petrograd et parmi les troupes du front nord voisin. A cet égard, il est important de noter qu'en dépit de l'agitation civile généralisée qui suivit la prise du pouvoir par les bolcheviks, l'équité générale de ces élections n'est pas contestée. Les restrictions imposées à la presse et à la circulation des tracts et des affiches étaient suffisamment souples pour permettre à tous les partis et groupes en lice de présenter leurs programmes et leurs visions de l'avenir (...). Les bolcheviks avaient l'avantage supposé de pouvoir publier des **décrets** révolutionnaires qui, espéraient-ils, leur **attacheraient plus étroitement les masses** révolutionnaires.

Les bolcheviks se présentaient comme le parti de la paix immédiate, de la révolution sociale fondamentale et de l'action ferme et décisive (...). Les principaux partis du centre, les SR et les mencheviks, ne comptaient pas. Le 1^{er} novembre, Trotski commença à réaliser la promesse faite par les bolcheviks avant Octobre de révéler le caractère impérialiste de la guerre en publiant la correspondance secrète relatifs aux objectifs de guerre entre la Russie et ses alliés.

Un tract de campagne du parti Cadet intitulé "listes" indiquait clairement qu'un vote pour sa liste, la liste n°2, dirigée par Paul *Milioukov, était un vote pour le transfert des pleins pouvoirs à l'Assemblée constituante en même temps qu'un vote contre les bolcheviks et le pouvoir soviétique.

Comme les mencheviks, les SR centraient une grande partie de leur campagne contre les bolcheviks et les Cadets, à parts égales, comme si les mois précédents d'étroite collaboration avec le principal parti libéral n'avaient jamais existé. (...) personne ne devrait voter pour les bolcheviks car ils avaient pris le pouvoir par une conspiration armée et avaient ou étaient en train de renier toutes leurs promesses. En outre, ils menaçaient de dissoudre l'Assemblée constituante si elle s'écartait de ce qu'ils voulaient. (...) L'idéal des Cadets était encore une fin victorieuse de la guerre.

Le programme de campagne des SR, mis à part un programme agraire révolutionnaire prévoyant la socialisation des terres (c'est-à-dire l'expropriation permanente de toutes les terres agricoles en vue de leur utilisation par les "ouvriers" agricoles sans indemnisation des propriétaires), il n'y avait pas grand-chose dans ce que proposaient les SR qui fût compatible avec l'Etat-providence moderne. Les principaux points de ce programme comprenaient le transfert de tous les pouvoirs de l'Etat à l'Assemblée constituante, l'instauration d'une paix rapide et mutuellement juste (...), la confirmation d'une république démocratique (...) l'égalité devant la loi, l'égalité des droits pour les femmes (comme les bolcheviks, les SR visaient le vote des femmes), (...) la journée de huit heures, un salaire minimum, une assurance chômage et une assurance accident subventionnées par l'Etat.

En revanche, le programme électoral des SR de gauche appelait réellement à un changement politique et social révolutionnaire. Certes, pour l'heure, les SR de gauche continuaient à défendre le caractère sacré de l'Assemblée constituante en tant qu'autorité politique suprême de la Russie révolutionnaire. Mais pour eux, comme pour les bolcheviks, les élections à l'Assemblée constituante et les travaux de celle-ci étaient des lieux naturels pour mener la lutte des classes. (...) Leurs promesses de campagne comprenaient la fin immédiate du gouvernement de Lénine et Trotski ; la création, enfin, d'un gouvernement de coalition socialiste homogène, large et uni, responsable devant les soviets ; l'établissement d'une paix immédiate sans vainqueurs ni vaincus (si nécessaire, par des appels directs aux peuples des Etats en guerre) ; la lutte pour le triomphe du socialisme à l'échelle internationale ; et le contrôle des usines par les ouvriers. En résumé, les SR de gauche étaient favorables à la réparation des dommages politiques causés par la prise de pouvoir "prématurée" des bolcheviks et à la mise en œuvre, par l'Assemblée constituante, des principaux décrets du deuxième Congrès panrusse des Soviets.

Les SR, dont l'influence prédominait parmi les paysans de la campagne, obtinrent le plus grand nombre de voix au niveau national. Associés à d'autres groupes socialistes et libéraux modérés (62% au total), ils étaient bien placés pour contrôler l'Assemblée constituante. A Petrograd et dans ses environs, les résultats des élections, révélateurs des attitudes politiques locales, s'avèrent toutefois différents. (...) Bénéficiant d'un fort soutien dans les quartiers bourgeois du centre de la capitale, les

Cadets arrivèrent en deuxième position, recueillant quelque 246 506 voix, soit 26,3% du total. La Ligue pour l'égalité des droits des femmes obtint 5231 voix, soit 0,5% du total. (...) Les SR obtinrent 152 230 voix, soit 16,2% du total, et les mencheviks 29 167, soit 5% (...). Les bolcheviks, avec 424 027 voix, soit 45,2% du total, étaient donc les grands vainqueurs. (...) En somme, les résultats des élections à l'Assemblée constituante confirmèrent la forte approbation des politiques révolutionnaires bolcheviques et du pouvoir soviétique par les classes inférieures de la région de Petrograd. Il est important de noter qu'au lendemain des élections, le Vikjel admit finalement sa défaite.

Après la publication des résultats des élections à l'Assemblée constituante, la direction léniniste du Comité central bolchévique (...) encouragea la révocation des députés élus qui s'opposaient au pouvoir soviétique. Peu après la proclamation du résultat des élections, le CEC adopta un décret, rédigé par Lénine, prévoyant des **élections complémentaires**. (...) Les bolcheviks cherchèrent à contrôler toutes les questions relatives à **l'ouverture et au fonctionnement** de l'Assemblée constituante, à stigmatiser et à **incarcérer** les principaux opposants au pouvoir soviétique en tant qu'ennemis du peuple et à préparer les organisations du parti et les classes populaires de Petrograd à l'éventuelle **dissolution** de l'Assemblée constituante.

Le 20 novembre (...), les députés arrivant à la Douma de la ville pour une réunion nocturne furent accueillis par des marins armés et des gardes rouges qui tentèrent de les empêcher d'entrer. (...) dans la nuit, le CMR perquisitionna les appartements des dirigeants de l'opposition de la Douma, dont plusieurs furent arrêtés. A l'exception du maire, Grigori Schreider, et l'un de ses proches collaborateurs, toutes les personnes détenues furent rapidement **démises de leur fonction** et relâchées.

Lénine vit dans l'absence de quorum une excuse commode pour retarder l'ouverture de l'Assemblée constituante. Le 26 novembre, il publia un décret stipulant qu'elle serait convoquée lorsque quatre cents députés - environ la moitié des élus - arriveraient à Petrograd. (...) Des dirigeants tactiquement plus prudents comme Steinberg, Kareline et Kamkov estimaient que le soutien populaire à l'Assemblée constituante était encore si important que toute idée d'action directe contre elle devait être différée jusqu'à ce qu'elle ait eu tout le temps nécessaire pour se discréditer aux yeux des masses.

A 16 heures, une réunion (...) rassembla quelque 60 des 127 députés de l'Assemblée constituante qui se trouvaient alors à Petrograd (4 d'entre eux étaient des Cadets et les autres des SR). (...) Le 29 novembre, ils se réunirent de nouveau au palais de Tauride, mais furent dispersés par la force. (...) Lénine autorisa (...) l'arrestation immédiate des dirigeants du Parti cadet et leur jugement devant des tribunaux révolutionnaires. Le décret confiait aux soviets locaux du pays la responsabilité de "surveiller étroitement le Parti cadet en raison de ses liens étroits avec la guerre civile menée par Kornilov et Kaledine contre la révolution".

La fraction de gauche du CEC déposa immédiatement une interpellation urgente au Sovnarkom concernant la violation de l'immunité des délégués Cadets empêchant leur arrestation. (...) Eduqué en Europe, militant révolutionnaire de longue date, juriste et publiciste, Steinberg était, avec Kareline et Spiridonova, le critique public le plus virulent des SR de gauche à l'égard des répressions bolcheviques arbitraires. Ce jour-là, en leur nom, il exigea que la lutte révolutionnaire fût menée ouvertement et honnêtement.

Lénine lui-même se leva pour répondre (...) (...) Tous les éléments politiques et sociaux autrefois situés à la droite des Cadets les avaient maintenant rejoints dans une grande conspiration antisoviétique. Sous couvert de soutien à l'Assemblée constituante, les Cadets fomentaient ouvertement la guerre civile : "A cela, il ne peut y avoir qu'une seule réponse", déclara Lénine. "La prison ! C'est ainsi que (les Jacobins) ont agi dans la grande révolution française ; ils ont déclaré les partis bourgeois hors la loi". (...) Trotski (...) martelant la tribune pour accentuer ses propos, (...) tonna : "Il n'y a rien d'immoral à ce que le prolétariat achève une classe en train de s'effondrer (...) Vous (les Sr de gauche) vous indignez de la brutalité nue que nous appliquons à nos ennemis de classe. Mais laissez-moi vous assurer que dans un mois au plus, elle prendra des formes plus effrayantes, modelées sur la terreur des grands révolutionnaires français. Ce n'est pas la forteresse (de Pierre-et-Paul) mais la guillotine qui attend nos ennemis".

Le Sr de gauche Sergueï Mstislavski répondit aux références de Lénine et de Trotski à la Révolution française en répliquant que, malgré tous leurs discours sur la révolution socialiste, les bolcheviks étaient en fait "piégés dans des formes purement bourgeoises de révolution politique".

*

Au lendemain des journées d'Octobre, (...) les bolcheviks de Petrograd (...) tentèrent (...) de gouverner à travers les institutions politiques existantes - principalement la Douma de la ville de Petrograd et les doumas de district, ainsi que leurs réseaux de conseils et bureaux administratifs. Ce n'est que devant l'évidence que cette approche ne remplirait pas son but que les fonctions gouvernementales et administratives furent progressivement transférées aux soviets. Dans l'intervalle, le CMR, plus que tout autre organisme, combla le vide existant dans l'administration locale.

Simultanément, de plus en plus de membres parmi les plus efficaces de l'organisation du parti bolchevique de Petrograd furent nommés à des postes à plein temps dans les soviets ou dans l'armée (...). L'activité du parti parmi les ouvriers des usines de Petrograd et le personnel militaire de rang inférieur se tarit. (...- A plus long terme, l'isolement croissant de l'organisation bolchevique par rapport à sa base sociale aurait des conséquences les plus malheureuses.

3. Rassembler les forces

Au lendemain des journées d'Octobre, le CMR avait comblé le vide créé par les arrêts de travail dans les agences gouvernementales, assumé la responsabilité de fournir les services municipaux de base et de coordonner la sécurité et la défense de la révolution à Petrograd. (...) Le CMR avait accumulé de vastes pouvoirs pour lutter contre la contre-révolution, le sabotage et la spéculation.

A présent, l'égalité des SR de gauche au sein du CMR menaçait d'entraver la liberté d'action des bolcheviks dans la répression de leurs ennemis politiques. Lors d'une réunion du Sovnarkom, le 15 novembre, l'envie de dissoudre le CMR se fit jour. (...) Lors d'une réunion du CMR le 21 novembre, sa direction, bolchevique, prit des mesures pour former un tout nouvel organe de lutte contre la contre-révolution, dont les SR de gauche seraient exclus. Cette mesure fut annulée le lendemain, lorsque les SR de gauche obligèrent les bolcheviks à les inclure.

Le 29 novembre, le CMR décida de s'auto-dissoudre. (...) Dans un rapport interne de 1922 sur les questions organisationnelles relatives à la Tchéka, Latsis, l'un des principaux dirigeants de la Tchéka, reconnut l'importance du "problème des SR de gauche" dans la décision de former la Tchéka. Selon lui, ces derniers "entravaient considérablement la lutte contre la contre-révolution en faisant valoir leur moralité "universelle", leur humanisme et leur réticence à limiter le droit des contre-révolutionnaires à jouir de la liberté d'expression et de la liberté de la presse. (...) D'où l'idée de créer un nouvel organisme qui serait distinct du CMR et exclurait les SR de gauche".

A la veille de l'Assemblée constituante, les SR de gauche détenaient environ un quart des postes au Sovnarkom et environ un tiers des sièges au CEC, et avaient une présence significative dans tous les autres organes soviétiques importants. (...) Steinberg (...) publia (...) un décret stipulant que tous les prisonniers détenus à Smolny ou dans les locaux du tribunal révolutionnaire devaient être immédiatement transférés dans l'un des cinq principales prisons de Petrograd. Ce décret, s'il avait été maintenu, aurait avorter la pratique déjà en cours de la Tchéka de rassembler et d'isoler les opposants politiques pour les *empêcher* de causer des troubles plutôt que pour des actes contre-révolutionnaires spécifiques.

Au milieu de l'escalade de la tension causée par le retard dans la convocation de l'Assemblée constituante et par le début de pourparlers de paix séparées avec l'Allemagne, la Tchéka intensifia son harcèlement des opposants politiques. Ainsi, le 16 décembre, quinze socialistes modérés furent arrêtés au siège de l'Union. pour la défense de l'Assemblée constituante. (...) Dzerjinski ordonna l'arrestation immédiate et

le jugement par le tribunal révolutionnaire de onze autres dirigeants de l'opposition et délégués à l'Assemblée constituante, dont Irakli Tsereteli, Viktor Tchernov, Fedor Dan (...).

Cependant, les espoirs bolcheviques de maintenir la Tchéka comme une sorte de garde prétorienne du parti furent de courte durée. Au début du mois de janvier 1918, Steinberg, après avoir essayé en vain que la Tchéka lui rende des comptes, tenta de modérer le comportement de cette dernière de l'intérieur en forçant les bolcheviks à admettre des SR de gauche au sein de sa direction. (...) Quatre SR de gauche furent confirmés (...) en tant que membres de la Tchéka. Viatcheslav Alexandrovotch, un membre nationalement prometteur du parti, devint l'adjoint de Djerzinski.

Le 11 décembre (...) il fut décidé de convoquer immédiatement à Petrograd les délégués du parti à l'Assemblée constituante, telle que Lénine l'exposa dans une série de thèses. (...) Ces thèses constituaient une interdiction ferme de traiter l'Assemblée constituante comme l'assemblée légitime de la volonté populaire, ce que faisaient les bolcheviks modérés. L'Assemblée constituante devait être marginalisée mais pas éliminée (...) le point principal des thèses de Lénine (...) a savoir que toute forme de gouvernement que cette dernière pourrait créer constituerait un recul intolérable par rapport à la République des soviets formée par le peuple au cours de la révolution d'Octobre.

Pour faire contrepoids à l'Assemblée constituante, s'il en était besoin, le CEC programma un Congrès national des Soviets des députés ouvriers et soldats et un Congrès national des Soviets des députés paysans pour les 8 et 12 janvier.

Tandis que les bolcheviks et les SR de gauche préparaient le terrain pour la disparition rapide de l'Assemblée constituante, leurs opposants - surtout les SR, puisque seul un petit nombre de délégués élus étaient mencheviks - continuaient à préparer ses travaux. (...) Dès le 18 décembre, la fraction SR approuva un projet de déclaration qui (...) précisait qu'en attendant l'adoption des lois fondamentales, tout le pouvoir de l'Etat appartenait à l'Assemblée constituante. (...) La direction des SR soutint les grèves des fonctionnaires en faveur de la convocation immédiate de l'Assemblée constituante. (...) Elle cherchait également à faire pression sur les bolcheviks par le biais des paysans qui soutenaient l'Assemblée constituante. (...) De nombreux dirigeants SR considéraient l'Assemblée constituante comme tellement sacrée qu'ils ne pouvaient tout simplement pas envisager une attaque contre elle. (...) Les SR avaient une influence considérable dans plusieurs usines importantes, parmi lesquelles l'Imprimerie du gouvernement et l'usine de sidérurgie et d'armement Oboukhov.

La direction de l'UDAC (Union pour la défense de l'Assemblée constituante) commença à faire des plans pour organiser une manifestation militaire et civile de masse pacifique en soutien à l'Assemblée constituante, prévue pour coïncider avec son ouverture le 5 janvier. (...) Apparemment, au moins certains des instigateurs de cette

marche espéraient qu'elle se transformerait en insurrection armée sous le slogan "Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante". Le (...) Comité central SR (...) émit une interdiction absolue de manifestation armée, insistant pour que même les soldats renoncent à leurs armes afin d'éviter tout risque de bain de sang.

La Tchéka (...) même pour des opérations modestes, (...) devait compter principalement sur des détachements de gardes rouges indisciplinés, non formés et peu contrôlés, dont beaucoup étaient rattachés aux soviets de district. De plus, au début, les dirigeants de la Tchéka, y compris Djerzinski, évitaient par principe les "méthodes de l'Okhrana", c'est-à-dire l'utilisation d'espions, d'agents provocateurs et autres méthodes similaires. Leur espoir était que des travailleurs vigilants suffiraient pour être ses yeux et ses oreilles. par conséquent, la valeur de la Tchéka était limitée, même pour le renseignement.

Pour les bolcheviks vétérans, (..) voilà qu'un nouveau pouvoir s'organisait et qu'un nouveau cycle de perquisitions, d'arrestations et de violences s'amorçait. (..) Les difficultés de recrutement de membres du parti bolchevique et même d'ouvriers d'usine non organisés expliquent pourquoi tant d'anciens agents de l'Okhrana et de criminels notoires parvinrent à intégrer la Tchéka.

tard dans la nuit du Jour de l'an 1918, (...) une voiture dans laquelle se trouvait Lénine, qui venait de prononcer un discours devant les gardes rouges prêtes à partir pour le Don combattre les forces des généraux Kornilov, Alexeïev et Kaledine, fut visée par des tirs. Ni Lénine ni ses passagers (...) ne furent sérieusement blessés, et l'auteur de la fusillade put s'échapper. (...) Le lendemain, les bureaux de *Volia naroda*, le principal journal SR de droite, furent perquisitionnés ; (...) deux membres du comité de rédaction du journal et du bureau de la fraction SR à l'Assemblée constituante, furent arrêtés et emprisonnés.

*

Le souci des bolcheviks de conserver le soutien des SR de gauche à la veille de l'Assemblée constituante les contraignit probablement à accéder à la demande de Steinberg, mais le nombre relativement modeste de SR de gauche impliqués était insuffisant pour influencer de manière significative la politique de la Tchéka.

La même situation se produisit quant à l'espoir de la direction SR de gauche, s'ils entraient dans le Sovnarkom, que ses représentants, même minoritaires, seraient en mesure de modérer les politiques du gouvernement.

4. Le sort de l'Assemblée constituante

Le 5 janvier 1918 arrive enfin ; ce jour devait marquer la fin des efforts déployés pour établir en Russie un système démocratique multipartisan de type occidental. (...) Selon les plans élaborés et largement diffusés par l'UDAC, les participants à la manifestation de masse devaient converger en neuf points de rassemblement au cours de la matinée.

Les partisans de l'Assemblée constituante, chantant des chants révolutionnaires et portant des banderoles ornées de slogans tels que "Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante", "A bas la terreur politique" et "Vive la fraternité des peuples" commencèrent à affluer (...). La plupart des manifestants étaient des étudiants, des fonctionnaires, des employés de bureau (dont beaucoup de femmes), des commerçants et des professions libérales.

Les heurts les plus importants et les plus sanglants (...) éclatèrent aux barricades de rondins qui bloquaient les principales artères menant du Champ de Mars au palais de Tauride et dans les rues adjacentes du palais et du parc qui l'entourait. (...) Arrêtés par une barricade dans la rue Kirotnaïa, environ dix mille manifestants, brandissant des banderoles et chantant des chants révolutionnaires, tentèrent de se frayer un chemin jusqu'au palais de Tauride par la rue Fourchtatskaïa. Ils furent arrêtés par les gardes rouges et des soldats en uniforme. Ils furent dispersés par des tirs de fusils et de mitrailleuses, pratiquement sans sommation. Les tirs intenses ont duré un bon quart d'heure, au cours duquel plusieurs manifestants furent touchés. (...) Plusieurs milliers de manifestants qui essayaient de rejoindre le palais de Tauride par le sud (...) furent bloqués par des soldats (...). Ils refusèrent de faire demi-tour et les soldats ouvrirent le feu, tuant deux personnes et en blessant onze.

Les gardes rouges, les marins et les soldats se sont comportés avec **une brutalité frappante. Ils ont tiré** sur les manifestants depuis les barricades et utilisé des mitraillettes depuis les fenêtres et les toits ; ils les ont battus et fait de la saisie et de la destruction de leurs drapeaux un rituel triomphal. Il est également évident que les autorités soviétiques, une fois informées de l'effusion de sang, n'ont ni levé leur interdiction de manifester à proximité du palais de Tauride, ni ordonné l'arrêt des tirs ; elles n'ont rien fait.

Après la lecture par Sverdlov de la déclaration, conçue expressément pour empêcher tout compromis et provoquer d'emblée une rupture décisive avec l'Assemblée constituante, l'idée de la laisser fonctionner au moins jusqu'au début du troisième Congrès panrusse des Soviets des députés ouvriers et soldats fut abandonnée. (...) Une fois la déclaration ignorée, ce qui était certain les bolcheviks (et, espéraient-ils, les SR de gauche) quitteraient rapidement les lieux afin d'éviter toute possibilité que les SR, armés

de leur nouveau programme "vikjélien", ne furent en mesure de fissurer le soutien au pouvoir soviétique.

*

Vers 15h30, les portes du palais de Tauride s'ouvrirent et, une demi-heure plus tard, près de quatre cents délégués étaient installés dans les sections qui leur étaient réservées. (...) La majorité SR était prête à commencer à construire un nouvel ordre démocratique et à adopter le jour même une législation sur la paix, la terre et le futur système politique russe, comme si le gouvernement soviétique n'existait pas.

Tchernov commença son discours (...). Il brossa dans les grandes lignes un ambitieux programme de réformes qui ressemblait beaucoup à la plate-forme bolchevique d'avant-Octobre (...) évitant soigneusement toute critique directe aux bolcheviks et aux soviets. (...) Tchernov désigna l'Assemblée constituante de la Russie révolutionnaire contrôlée par les socialistes comme le seul organe au monde ayant le prestige et l'autorité nécessaires pour superviser une conférence internationale conduisant à une paix universelle, démocratique et juste. (...) Ce qu'il dit était implicite : il sous-entendait que même si le socialisme était toujours la force dominante dans la Russie révolutionnaire, l'ère du régime soviétique était révolue et celle des nouvelles institutions qui seront créées par l'Assemblée constituante était sur le point de commencer.

Trotsky étant en route pour Petrograd depuis Brest et Lénine préférant rester dans l'ombre, orchestrant plutôt que participant aux procédures officielles, ce fut à Boukharine, âgé de trente ans, qu'il échut de répondre à Tchernov. (...) L'expérience du gouvernement provisoire avait clairement démontré que la grande bourgeoisie aurait une influence décisive dans tout gouvernement contrôlé par les partis socialistes centristes et, par conséquent, que dans chacun des domaines clés cités par Tchernov, le règne de l'Assemblée constituante ne conduirait qu'à un nouvel asservissement des ouvriers et des paysans, qui ne serait en rien différent de ce qu'ils avaient subi sous les tsars. (...) La Russie avait besoin (...) plutôt d'une dictature ouvrière et paysanne exclusivement soviétique.

Seules deux propositions de l'ordre du jour furent soumises au vote : la déclaration des droits du peuple travailleur et exploité, qui soutenait sans réserve le pouvoir et les politiques soviétiques, et la proposition présentée par Poupiani pour l'ordre du jour, qui ignorait complètement les soviets, reconnaissait implicitement l'Assemblée constituante comme l'autorité politique suprême de la Russie et appelait, à partir de cette hypothèse, à l'examen immédiat de la législation des SR sur la paix, la terre et le pouvoir d'Etat. (..) la proposition de Poupiani fut adoptée sans discussion, par 237 voix contre 146. Immédiatement après ce vote, les SR de gauche puis les bolcheviks demandèrent une suspension de séance ; selon les termes de Mstislavski, il ne s'agissait pas tant de décider "quoi faire que de se mettre d'accord sur

le comment et dans quel ordre se retirer (de l'Assemblée)". Finalement, un compromis fut trouvé selon lequel Steinberg ne présenterait que le plan de paix de la déclaration comme ultimatum. Soit il était accepté, soit l'ensemble de la fraction SR de gauche se retirerait elle aussi. (...) Lénine (...) avait passé la majeure partie des huit heures précédentes à observer les délibérations de l'Assemblée depuis une galerie fermée par des rideaux, à l'abri des regards du public, et à se concerter, alternativement, avec le Sovnarkom et le Comité central bolchevique.

Lénine était très déterminé et, au nom du Comité central, exigea une sortie immédiate des bolcheviks et la dissolution de l'Assemblée constituante à l'issue de la première session. (...) Encore une fois, Riazanov et Lozovski (...) s'y opposèrent très certainement. Toutefois, les propositions de Lénine furent finalement acceptées. Raskolnikov et Lomov, respectivement de Cronstadt et de Moscou, furent délégués pour retourner dans la salle et y présenter une déclaration de retrait, rédigée par Lénine et remise à la fraction déjà dactylographiée.

Lénine proposa, ce que tout le monde accepta, que sous aucun prétexte les délégués restants ne fussent dispersés par la force. Au contraire, ils devaient être autorisés à parler aussi longtemps qu'ils souhaitaient, puis, selon les mots de Lénine, "qu'ils rentrent chez eux", après quoi ils ne seraient plus autorisés à revenir. (...) Raskolnikov lut la déclaration de retrait de Lénine :

La grande majorité de la Russie laborieuse - ouvriers, paysans, soldats - a demandé à l'Assemblée constituante de reconnaître les trois principales de la grande Révolution d'Octobre et, surtout, l'autorité des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. Cependant, la majorité de l'Assemblée constituante, en accord avec les prétentions de la bourgeoisie, a rejeté cette proposition, défiant ainsi tous les travailleurs russes (...). N'ayant pas la moindre intention de dissimuler les crimes des ennemis du peuple, nous (les bolcheviks) annonçons par la présente notre retrait de cette Assemblée constituante afin de laisser le pouvoir soviétique décider une fois pour toutes de la politique à l'égard de la partie contre-révolutionnaire de l'Assemblée constituante.

Les derniers mots de Raskolnikov furent submergés par les rugissements furieux des SR. "C'est absurde !", "Mensonges, que des mensonges !", "Idiot !", "Pogromistes !" hurlaient-ils. tandis que les SR de gauche explosaient en applaudissements de joie.

*

Sviatitski avait probablement raison lorsqu'il soulignait l'indifférence fondamentale du peuple russe à l'égard du sort de l'Assemblée constituante, ce qui permit à Lénine d'ordonner aux délégués de rentrer tout simplement chez eux.

5. Combattre Lénine

Le souci constant de mettre fin le plus rapidement possible au cauchemar de la guerre mondiale explique pourquoi des mencheviks de gauche comme David Roazanov, Solomon Lozovski et Iouri Larine rejoignirent le parti bolchevique à la fin de l'année 1917, et pourquoi eux et les principaux bolcheviks modérés comme Kamenev ne démissionnèrent pas du parti début novembre, malgré leurs divergences fondamentales avec la majorité léniniste du Comité central sur la composition du gouvernement.

Ces négociations commencèrent le 20 novembre 1917 dans la ville de Brest-Litovsk, siège du quartier général allemand en Pologne occupée. Deux jours plus tard (le 22 novembre) les deux parties se mirent d'accord sur un armistice (...). Pendant la trêve, une paix permanente devait être négociée.

L'anxiété des bolcheviks de Petrograd quant à la possibilité que l'objectif d'une "paix prolétarienne universelle" pût être perverti au cours des pourparlers de paix avec les Puissances centrales s'intensifiait à mesure que ceux-ci avançaient sans aucun signe que la Grande-Bretagne et la France s'y joindraient ou que les travailleurs à l'étranger répondraient de manière significative aux appels soviétiques pour qu'ils prennent en main l'établissement de la paix.

Les négociations de paix formelles débutèrent le 9 décembre à Brest-Litovsk. ce jour-là, Adolphe Joffe, chef de la délégation russe, réitéra l'engagement ferme du gouvernement soviétique en faveur d'une paix sans annexion ni indemnités. Il présenta ensuite les grands principes sur lesquels, selon le gouvernement soviétique, les négociations devaient être basées. ceux-ci comprenaient le retrait rapide des troupes étrangères de tous les territoires occupés, la restauration de l'indépendance de toutes les nations qui l'avaient perdue depuis 1914 et des référendums entièrement libres sur l'avenir politique de toutes les nationalités soumises souhaitant être indépendantes des Etats dont elles faisaient actuellement partie.

Les Puissances centrales répétèrent que leur obligation d'évacuer les territoires russes dépendait de la réciprocité totale de la part de l'Entente. Elles ajoutaient la bombe suivante : sur la base du principe de l'autodétermination, les peuples de la Pologne, de la Lituanie et de la majeure partie de la Lettonie occupées avaient déjà exprimé leur désir de se séparer de la Russie (ce qui revenait à annoncer leur intention de transformer ces pays en protectorats).

Lénine demanda son avis à Krylenko, alors commandant en chef de l'armée, et celui des représentants des comités de soldats sur la question de savoir si les soldats russes se battraient en cas d'offensive allemande. Comme les représentants militaires

interrogés par Lénine, Krylenko répondit franchement que l'armée avait perdu sa capacité de combat et ne tolérerait aucun retard dans la fin de la guerre. Bref, que, militairement, il n'y avait pas d'autre choix que d'accepter les conditions de paix que les Allemands proposeraient.

L'obsession de Radek à cette époque était de dissuader le gouvernement soviétique de prendre des mesures susceptibles d'affaiblir les mouvements révolutionnaires en Europe centrale et occidentale. Il est également clair que la Commission exécutive du Comité de Pétersbourg et une majorité au sein du Comité partageaient l'opposition farouche de Radek à tout accord avec les impérialistes.

Lénine (...) revint à Petrograd le 28 décembre (...) convaincu que la guerre révolutionnaire était synonyme de suicide et qu'il était absolument nécessaire d'accepter une paix annexionniste aux conditions de l'Allemagne, le plus tôt étant le mieux. (...) le décor était planté pour la crise au sein du parti la plus profonde des années de Lénine à la tête de l'Etat soviétique. A ce moment-là, les Puissances centrales avaient déjà annoncé officiellement à Brest-Litovsk que leurs accords antérieurs concernant les principes de la paix étaient nuls et nonavenus en raison de l'absence de réponse de l'Entente.

Le raisonnement des partisans d'une guerre révolutionnaire immédiate est erroné du début à la fin, poursuivait Lénine. Contrairement à ce qu'ils affirment, en signant une paix séparée, le gouvernement soviétique ne trahirait ni la cause du socialisme international ni les engagements pris avant Octobre tant qu'il utiliserait le temps offert par la paix pour se préparer à une guerre révolutionnaire. Plus important encore, affirmait Lénine dans ces thèses, les partisans de la guerre révolutionnaire négligeaient de considérer que l'armée paysanne sur le front était totalement incapable de combattre et, de toute façon, ne soutiendrait pas une guerre révolutionnaire. En même temps, la création d'une armée socialiste composée d'ouvriers et de paysans plus pauvres n'en était qu'à ses débuts. sans révolutions socialistes en Europe, la Russie serait submergée et le gouvernement soviétique renversé en quelques semaines, après quoi elle serait contrainte d'accepter une paix encore plus humiliante que celle qui lui était alors proposée.

En plaidant pour la rupture des négociations et le déclenchement de la guerre révolutionnaire, Osinski insista sur le fait que les soldats allemands refuseraient de participer à une offensive contre la Russie révolutionnaire et qu'en Allemagne, un soulèvement contre l'impérialisme était proche. Varvara Iakovleva, de Saratov, fit remarquer qu'il fallait tout faire pour déclencher la conflagration révolutionnaire en Europe et, à cette fin, elle se déclara prête à mourir en portant haut les drapeaux de la révolution.

Trotsky (...) était d'accord avec Lénine que la Russie était incapable d'organiser une guerre révolutionnaire. Cependant, à l'instar des Communistes de gauche (note :

partisans de la guerre révolutionnaire), il restait sceptique quant à la capacité des Allemands de reprendre une offensive. Il proposa donc de déclarer simplement que la guerre était terminée. A la fin de la conférence, on procéda à un vote et les Communistes de gauche remportèrent une victoire écrasante sur Lénine et Trotski (trente-deux participants votèrent pour la guerre révolutionnaire, seize soutinrent Trotski et seulement quinze votèrent avec Lénine).

Au cours de la discussion du 11 janvier, Boukharine, chef de file reconnu des Communistes de gauche, déclara catégoriquement que "la position de Trotski est la plus correcte", ajoutant : 'Tant pis si les Allemands nous battent, tant pis s'ils avancent encore de cent verstes, notre souci, c'est l'effet que cela aura sur le mouvement (ouvrier) international.' Une grève générale liée aux négociations de Brest se développait à Vienne ; si une paix était signée, elle serait anéantie. Il fallait saisir chaque occasion de faire durer les négociations et ne pas signer une paix obscène. (...) Dzejinski ajouta que signer la paix signifierait renoncer à tout le programme bolchevique et accusa Lénine de faire "sous une forme déguisée ce que Zinoviev et Kamenev avaient fait en octobre", c'est-à-dire ne penser qu'à la Russie et ignorer l'immense portée internationale des événements qui s'y déroulaient.

A la fin de la discussion du Comité central, le 11 janvier (...) le lancement d'une guerre révolutionnaire immédiate fut rejeté par 11 voix contre 2 et une abstention. Au lieu de cela, par 9 voix contre 7, la direction du parti adopta la formule de Trotski "ni guerre ni paix", associée à la démobilisation de l'(ancienne) armée. (...) cette résolution apaisait toutes les parties. Pour Lénine, elle signifiait que lorsque tout délai supplémentaire à Brest deviendrait impossible, la paix serait signée ; les Communistes de gauche et les SR de gauche pensèrent qu'ils avaient reçu le feu vert pour se préparer à une guerre révolutionnaire. ; et Trotski conclut qu'il était maintenant autorisé à proclamer "ni guerre ni paix".

Le 1^{er} janvier, à Petrograd, les lecteurs du journal bolchevique *Krasnaïa gazeta* furent accueillis par l'énorme titre suivant, écrit en caractères gras : En Autriche, en Hongrie et à Varsovie, les travailleurs révolutionnaires forment leurs propres soviets de députés ouvriers. Un grand feu est en train d'embraser le monde entier ! (...) La nouvelle la plus attendue arriva le 19 janvier : "Le télégraphe nous apprend que le mouvement révolutionnaire en Allemagne a commencé et se développe à une vitesse fulgurante. la révolution mondiale avance triomphalement et il ne fait aucun doute que la victoire finale est proche. "

Les quatorze participants à la réunion du Comité central du 21 janvier votèrent sur dix questions. Seuls cinq participants - Lénine, Staline, Mouranov, Artiôm et Sokolnikov - approuvèrent la signature d'une paix immédiate et annexionniste. Une grande majorité, dont Lénine, peut-être influencée sur le moment par les événements

révolutionnaires à l'étranger, était favorable à la prolongation des négociations. Seul Innokenti Stoukov voulait les rompre immédiatement.

Les grèves ouvrières et les mouvements de protestation révolutionnaires en Allemagne, d'une importance capitale, furent rapidement et sévèrement réprimés. Cette évolution renforça la conviction de Lénine quant à la nécessité d'accepter le plus rapidement possible les conditions de paix imposées par l'Allemagne.

Le 2^e janvier (9 février), les Puissances centrales signèrent un traité séparé avec l'Ukraine. Le moment que Trotski attendait avec délectation survint le lendemain, le 28 janvier (10 février). Les représentants des Puissances centrales semblaient croire que la Russie était sur le point de capituler. C'est le moment que choisit Trotski pour lancer sa "bombe". Il annonça que, bien que la Russie refusât de signer un traité de paix formel, elle considérait l'état de guerre avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie comme terminé et démobilisait ses forces.

Kühlman et Czernin étaient d'avis que puisque les Russes, par leur déclaration, avaient tacitement accepté que les territoires occupés restent aux mains des Allemands, il n'y avait plus rien à défendre. (...) "Pendant le voyage de retour à Pterograd, nous avons tous l'impression que les Allemands ne lanceraient pas d'offensive", se souviendra Troski bien des années plus tard.

*

A la fin de septembre et durant les premières semaines d'octobre 1917, l'un des principaux arguments de Lénine en faveur de la prise immédiate du pouvoir était que tous les pays européens étaient au seuil d'une révolution prolétarienne et que les bolcheviks en Russie, grâce à leur situation avantageuse, avaient la possibilité et l'obligation de déclencher cette révolution.

A la fin du mois, cependant, les révolutions qu'ils avaient prévues avec confiance ne s'étaient pas matérialisées (...) et l'expansion des forces contre-révolutionnaires dans le Don avait commencé. Au vu de tout cela, Lénine conclut qu'une paix immédiate aux conditions de l'Allemagne était essentielle à la survie de la Russie révolutionnaire.

La stratégie de Trotski "ni guerre ni paix" - qui partait de l'idée que si la Russie révolutionnaire déclarait simplement que la guerre était terminée et se démobilisait unilatéralement, le gouvernement du Kaiser serait incapable de faire combattre ses troupes et la guerre serait terminée pour la Russie - fut largement accepté par les bolcheviks et les SR de gauche. (...) mais, bien sûr, tout dépendait de la réponse allemande.

6. "La patrie socialiste est en danger"

La presse SR de gauche, comme les quotidiens bolcheviques, avait tendance à écarter la possibilité que le gouvernement allemand pût reprendre des opérations offensives sur le front oriental, même s'il le souhaitait.

Bien entendu, du côté des Alliés occidentaux, qui préparaient une offensive décisive pour le printemps et l'été sur le front ouest, l'arrêt des hostilités çà l'est était une perspective tout à fait malheureuse. (...) Kamenev fut envoyé en Grande-Bretagne et en France afin d'expliquer la politique de paix de la Russie et obtenir le soutien des socialistes d'Europe occidentale.

Tritski était loin de se douter que sa prédiction serait bientôt mise à l'épreuve. (...) lors d'une réunion du Conseil de la Couronne (...) un débat sur la politique à l'égard de la Russie révolutionnaire (...) avait abouti à la décision de lancer une offensive limitée à l'est. L'objectif de cette offensive était de faire avancer les lignes allemandes jusqu'à Narva et Pskov et, plus fondamentalement, de remettre 'les bolcheviks à leur place'. L'attaque était fixée au 18 février.

La nouvelle de la reprise de l'offensive allemande relança immédiatement la question extrêmement conflictuelle de la conclusion d'une paix séparée avec les Puissances centrales. (...) Le pire de tout, pour le Comité central, était l'absence totale de tout signe de protestation, ni parmi les forces allemandes de première ligne ni à l'arrière. (...) La demande de Lénine d'accepter sans délai les conditions de paix de l'Allemagne fut à nouveau rejetée à une voix près.

En quelques heures, l'ennemi s'empara de Dvinsk et de Minsk et avançait sur un large front en direction de Petrograd. les soldats russes paniqués n'opposaient aucune résistance et, sans s'arrêter pour détruire les lignes de chemin de fer et les ponts, s'enfuyaient en désordre au premier signe de l'approche allemande.

Lors de la réunion nocturne du Comité central du 18 au 19 février (...) par 7 voix contre 5 et 1 abstention, Trotski apporta le vote décisif et le Comité central bolchevique fit volte-face, recommandant désormais que le gouvernement allemand fût immédiatement informé de la volonté de la Russie de signer la paix. (...) Alors que le nombre des commissaires du peuple présents était tombé à neuf, la "paix immédiate" fut acceptée à une voix près. Sans consulter le CEC, Lénine et Trotski envoyèrent immédiatement un message radio à Berlin confirmant que le Sovnarkom était prêt à signer un traité de paix selon les conditions proposées à Brest-Litovsk. (...) Même Sverdlov, normalement le lieutenant le plus fidèle et le plus docile de Lénine, protesta contre l'envoi du télégramme **Lénine-Trotski sans l'aval du CEC.**

Le 17 février (...) on estimait le nombre de membres du parti à trente-six mille, soit une baisse d'environ douze mille depuis le début de l'année. (...) La réduction et le remodelage dans l'organisation du parti de Petrograd lors que la quatrième Conférence

des bolcheviks de Petrograd apparaissent rétrospectivement comme une étape majeure dans la destruction de la relative démocratie interne, qui était une source importante de la force des bolcheviks en 1917. (...) La conférence adopta une résolution au ton acerbe censurant le Comité central et exigeant l'abrogation de la décision du Sovnarkom d'accepter les conditions de paix de l'Allemagne. (...) des résolutions anti-paix et pro-guerre furent également adoptées à cette époque par les comités nationaux et locaux du parti SR de gauche.

Les forces allemandes continuaient d'avancer sur un large front, s'emparant d'une ville après l'autre le long des principales lignes de chemin de fer menant à Riga, Revel et Pskov. très vite, Petrograd elle-même sembla menacée d'une attaque imminente à laquelle elle n'était préparée ni psychologiquement ni militairement.

La fraction bolchevique du Soviet de Petrograd définit sa position (...) Zinoviev ouvrit la session plénière par une longue et vigoureuse défense de l'action du gouvernement : "A notre grande honte", déclara-t-il franchement, "nous devons reconnaître que nos soldats n'opposent pratiquement aucune résistance. (...) Nous avons eu des cas où des groupes de soldats allemands *désarmés* ont dispersé des centaines de nos troupes.

Dans la nuit du 22 au 23 février (...), la station de radio de Tsarkoïe Selo (...) reçut deux messages. (...) Outre les conditions sur lesquelles ils avaient insisté à Brest, les Allemands exigeaient désormais que la Russie cède le contrôle de la Livonie et de l'Estonie, qu'elle évacue la Finlande, l'Ukraine et la Géorgie et reconnaisse leur indépendance, qu'elle démobilise immédiatement l'ancienne armée russe, la nouvelle Armée rouge et les gardes rouges, qu'elle désarme la marine russe, qu'elle rétablisse le traité commercial de 1904 et, en fait, paie une indemnité considérable, et qu'elle s'abstienne de diffuser de la propagande révolutionnaire sur le territoire appartenant aux Puissances centrales. le gouvernement soviétique avait quarante-huit heures pour accepter.

Lénine joua cartes sur table. Les notes indiquent : "Le camarade Lénine considère que la politique des grandes phrases révolutionnaires est terminée. Si cette politique se poursuit, il démissionnera du gouvernement et du Comité central. Une armée est nécessaire pour la guerre révolutionnaire, (et) il n'y en a pas. Cela signifie que les conditions doivent être acceptées". Les Communistes de gauche savaient d'emblée que la menace de démission. de Lénine n'était ni une remarque anodine ni un bluff.

Trotsky n'était pas d'accord avec Lénine sur le fait que la révolution était condamnée si les conditions allemandes étaient rejetées. Au contraire, il était convaincu que la tâche d'organiser la défense contre les Allemands aurait été gérable et fructueuse au niveau international si le parti était uni. Comme il ne l'était pas, mener une guerre révolutionnaire était impossible.

Dans une déclaration écrite lue par Krestinski, (...) Krestinski, Ioffe et Dzerjinski justifiaient leur abstention en soutenant que bien qu'ils fussent opposés à la signature de la paix, une scission du parti telle qu'en menaçait Lénine était potentiellement encore plus catastrophique.

La réunion conjointe des fractions bolchevique et SR de gauche du CEC commença à 23 heures, le 223 Février, par un nouveau rapport effrayant sur la situation des soldats russes fuyant le front et par un appel désespéré de Krylenko à une reddition immédiate. (...) Chaque fraction n'avait droit qu'à deux interventions, l'une en faveur de la paix, l'autre contre, et aucune discussion n'était autorisée. (..) Lorsque le vote eut finalement lieu, la position de Lénine obtint soixante-douze voix et celle des Communistes de gauche vingt-cinq.

Le discours de Kamkov pour les SR de gauche (...) insista sur le fait que tout espoir de sauver la révolution russe en tant que révolution socialiste résidait dans le rejet catégorique des nouvelles conditions de l'Allemagne et dans la proclamation d'un "soulèvement" universel contre la bourgeoisie mondiale, même si cela signifiait que Petrograd et de vastes parties du pays devraient être livrées avant que la Russie ne fût sauvée par les révolutions en Europe centrale.

Pour Martov, les conditions de la paix prouvaient elles-mêmes que leur acceptation condamnerait la révolution russe à une extinction prématurée. Il qualifia l'idée d'un "répit", qui était la pierre angulaire des espoirs de Lénine d'un renouveau rapide de la révolution en Russie, de simple "auto-illusion". Selon lui, les conditions imposées par l'Allemagne garantissaient pratiquement que "le pouvoir soviétique sera prisonnier des Allemands le lendemain de la signature de cette paix". Il ajouta : "Vous devez comprendre cela et vous demander s'il est permis de payer un tel prix pour l'existence du pouvoir soviétique". Pour Martov, il n'y avait que deux possibilités acceptables : combattre, animé par l'espoir, ou, si la victoire n'était pas possible, combattre et mourir avec honneur comme l'ont fait les Communards de Paris.

ON raconte que Lounatcharski fondit en larmes en se levant pour voter oui. (...) 118 voix pour, 85 voix contre et 26 abstentions. "On ne peut pas trahir la Russie à cinq voix près", cria quelqu'un du fond de la salle. Vingt-deux SR de gauche partisans de la paix s'étaient abstenus. Il est clair que Lénine leur devait beaucoup.

7. Une paix obscène

Lorsque Lénine communiqua à Berlin, au petit matin du 24 février, qu'il acceptait des conditions de paix plus sévères, il espérait empêcher l'occupation de Petrograd par les forces allemandes, qui avançaient rapidement. Il ignorait bien sûr que les Allemands

prévoient de s'arrêter avant la ville. (...) Simultanément, les forces allemandes s'enfonçaient dans ce qui est aujourd'hui la Biélorussie et l'Ukraine.

Le manque de fiabilité des troupes de la garnison devint évident le 25 février, lorsque le commandant bolchevique du district militaire de Petrograd et membre du Comité pour la défense révolutionnaire de Petrograd, Constantin Eremeïev, tenta de déplacer les forces sous son commandement vers le front nord. A l'exception d'un régiment de fusiliers lettons, les unités qui devaient être transférées hors de la capitale pour affronter les Allemands refusèrent de bouger.

En février et mars 1918, la relation entre le prolétariat de Petrograd et les bolcheviks s'était déjà refroidie par rapport à celle qu'avait été lors de la marche de Kerenski sur la capitale à la fin d'octobre 1917. Ce changement était en partie dû au désenchantement populaire face aux conséquences économiques de la révolution d'Octobre, en particulier les pénuries alimentaires et l'explosion du chômage. (...) Depuis le 10 février, les ouvriers de Petrograd avaient été amenés à croire que la guerre était *terminée*. (...) Les ouvriers réagirent donc souvent aux premiers appels à la mobilisation et au recrutement avec stupeur, voire avec panique.

Le Comité exécutif du Soviet de Petrograd commença à planifier une campagne éclair de rassemblements de recrutement pour l'après-midi et le début du 23 février dans les théâtres et les salles de réunion autour de la capitale. (...) Ces rassemblements fournirent relativement peu de recrues pour l'Armée rouge, et l'on peut en dire autant des efforts des soviets de district.

Au cours de la seconde moitié de janvier, Smolny fut harcelé par une série d'alertes à la bombe. A la fin du mois la Tchéka réussit à démanteler un complot visant à renverser le gouvernement soviétique, auxquels auraient participé plusieurs milliers d'officiers bien armés, très probablement avec le soutien de la Grande-Bretagne. (...) Le 23 février, la Tchéka annonça qu'elle avait découvert un nouveau complot national de la bourgeoisie russe visant à aider les Allemands et à poignarder le pouvoir soviétique dans le dos en organisant des soulèvements armés à Petrograd. La Tchéka avertit les soviets de district de Petrograd et les autres institutions ouvrières que de nombreuses bandes contre-révolutionnaires s'étaient infiltrées dans des groupes ostensiblement humanitaires tels que des associations d'aide aux officiers blessés à la guerre. Les soviets devaient rechercher, arrêter et fusiller tous les participants à des conspirations contre-révolutionnaires.

L'annonce par la Tchéka, le 22 février, de son intention d'exécuter les contre-révolutionnaires "**sur place**" fut publiée dans la presse. Elle peut être considérée à juste titre comme un exemple de terreur d'Etat préventive. (...) Le 26 février, les soviets de district reçurent l'ordre d'organiser immédiatement des perquisitions dans les organisations et les établissements suspects, ainsi que dans les maisons individuelles des bourgeois, à la recherche d'armes. (..) Pour les représentants des soviets de district

à la Conférence interdistrict, c'était aller trop loin. Elle diffusa une directive à ses soviets constitutifs **limitant** toutes les "exécution sur place" aux cas où les suspects opposaient une résistance armée. Cette directive peut être considérée à juste titre comme une tentative populaire de mettre un terme aux **excès** déclenchés par la proclamation du Comité exécutif provisoire du 21 février.

Au début du mois de mars, l'occupation allemande apparemment imminente de Petrograd provoque un appel du Comité de Pétersbourg au Comité central pour **transférer à Moscou** le septième Congrès panrusse du parti bolchevique, qui devait se réunir le 5. (...) Le 9 mars (...) le Comité central vota la *dissolution* du Comité de Pétersbourg.

Parmi les participants à ce congrès, 157 avaient le plein droit de vote (...) il s'ensuit qu'au moins 79 délégués votants étaient nécessaires pour atteindre le quorum. (...) Lénine attribua (...) à Trotski une part importante de la responsabilité pour la situation fâcheuse dans laquelle se trouvait la Russie soviétique. Bien que les efforts initiaux de Trotski d'utiliser les négociations de Brest pour promouvoir les révolutions à l'étranger eussent été magnifiques, son refus d'accepter les conditions initiales de l'Allemagne lorsqu'elles lui étaient présentées comme un ultimatum, et sa déclaration, en lieu et place, de sa stratégie "ni guerre ni paix" fut une erreur injustifiable. Et, selon Lénine, une violation d'un accord ferme entre eux.

Dans la nuit du 8 mars, les délégués acceptèrent l'argument de Lénine selon lequel le nom officiel du parti, le Parti social-démocrate russe (bolchevique), était dépassé et devait être changé en Parti communiste russe (bolchevique), abrégé en PCR (b).

En coulisses, les bolcheviks locaux s'inquiétaient de l'effet négatif de la fuite du gouvernement sur les ouvriers des usines de Petrograd. (...) La Tchéka tenta de profiter de la préoccupation de Steinberg concernant le transfert pour fusiller certains prisonniers politiques. (...) La plupart des commissariats saisirent l'occasion d'échapper aux Allemands et envoyèrent à Moscou un grand nombre de fonctionnaires avec leurs familles, des hauts fonctionnaires aux employés de bureau, ainsi que d'énormes quantités de meubles et d'équipements, littéralement "jusqu'à l'évier de la cuisine". (...) En expédiant tous ses dossiers de Petrograd à Moscou, la Tchéka laissa des centaines de ses prisonniers bloqués au 2 Gorokhovaïa et à la prison Kresty, sans aucun document sur les raisons de leur arrestation.

Lénine, Kroupskaïa, la sœur de Lénine, Maria Ilitchnina, ainsi que d'autres membres du Sovnarkom et leurs familles, montèrent dans le train de tête. Il fut suivi à plusieurs minutes d'intervalle par des trains transportant le CEC et les Comités centraux des partis au pouvoir.

Le soviet de Cronstadt persista à appeler au rejet de la politique de paix du Sovnarkom et à la reprise de la guerre contre l'Allemagne bien après que l'opinion populaire et l'opinion de la plupart des soviets de Petrograd eussent basculé en faveur de la ratification.

Le quatrième Congrès panrusse des Soviets s'ouvrit à Moscou le soir du 15 mars. (...) Entre les discours de Lénine, Kamkov, Steinberg et Zinoviev, le Congrès soviétique entendit les remarques de Martov pour les mencheviks, de Mikhail Likhatch représentant les SR de droite et centristes, d'Alexandr Ge représentant les anarchistes-communistes, de Grigori Rivkine pour les SR maximalistes et de Valerian Pletnev pour les social-démocrates internationalistes unifiés. Tous s'opposèrent vigoureusement à la ratification, et proposèrent des résolutions reflétant leur position. A l'exception de celles des anarchistes-communistes et des SR maximalistes, ces résolutions demandaient également que les bolcheviks fussent écartés du pouvoir en convoquant de nouveau l'Assemblée constituante, en élisant un nouveau gouvernement au suffrage universel ou en restructurant fondamentalement le système soviétique existant. (...) En résumé, tout en se distançant de la ratification et en reculant devant une scission ouverte du parti, les Communistes de gauche firent clairement savoir qu'ils continueraient à s'opposer à la paix séparée et à travailler pour mobiliser les défenses de la Russie révolutionnaire.

*

Les Communistes de gauche et les SR de gauche mirent à exécution leur menace de se retirer du Sovnarkom si le traité de Brest était ratifié. (..) Après leur retrait du Sovnarkom, les Communistes de gauche et les SR de gauche restèrent actifs dans les institutions soviétiques locales et de niveau inférieur et poursuivirent leur lutte contre le traité de Brest. (...) Cependant, très rapidement, les Communistes de gauche de Petrograd furent forcés de reconnaître la faiblesse du soutien populaire à leurs opinions. (...) Entre-temps, la paix de Brest avait été ratifiée par le squelettique septième Congrès panrusse du parti bolchevique russe, qui s'était tenu à Petrograd. Après quoi, le gouvernement soviétique s'était réfugié à Moscou. Bien que le traité eût aussi été approuvé par le quatrième Congrès panrusse des Soviets, la controverse à son propos faisait rage, tout comme son impact négatif.

8. Un printemps mouvementé

La fuite du Sovnarkom vers Moscou coïncida avec l'aggravation des pénuries de nourriture et de carburant et avec la montée en flèche des problèmes sociaux. Les dirigeants bolcheviques restés à Petrograd furent également confrontés à la naissance de **l'opposition chez les ouvriers** de Petrograd, la classe sociale qui leur avait permis d'accéder au pouvoir en 1917. (...) Pour couronner le tout, la guerre civile éclata de la Volga au Pacifique et sur le Don, et l'Armée rouge ainsi que des détachements d'ouvriers armés furent mobilisés pour arracher par la force du grain aux paysans.

Le lendemain de la ruée vers Moscou, le Comité exécutif du Soviet de Petrograd forma le Conseil des commissaires de la Commune ouvrière de Petrograd (SK PTK), associant ainsi dans l'esprit populaire la "Petrograd rouge" abandonnée au mythe héroïque de la Commune de Paris.

Trotsky fut rapidement transféré à Moscou pour occuper le poste de commissaire du peuple à la Guerre.

En cherchant à surmonter la froideur de Moscou à l'égard des besoins de l'ancienne capitale et à renforcer le soutien populaire au pouvoir soviétique dans la région de Petrograd, qui avait été affaibli par la fuite "en panique" du Sovnarkom vers Moscou, l'aggravation des pénuries alimentaires, l'augmentation du chômage et les politique d'évacuation chaotiques, le SK PTK adopta d'abord une approche politique modérée, qui n'eut que des résultats mitigés.

Les vols et les meurtres commis par des criminels, souvent membres de gangs, dont un pourcentage extraordinairement élevé de personnes se faisant passer pour des tchékistes, montèrent en flèche. Il en fut de même pour les exécutions sauvages, souvent perpétrées par de nouveaux soldats de l'Armée rouge, des gardes rouges et des anarchistes. Chaque nuit, les hôpitaux de Petrograd recevaient des montagnes de cadavres ramassés dans la rue.

Une amnistie du 1er mai pour de larges catégories de criminels de droit commun accusés de délits mineurs, de prisonniers politiques et de prisonniers âgés de plus de soixante-dix ans, ainsi qu'une réduction de 50% des peines des criminels de droit commun coupables de délits plus graves, décidée par le SK PTK. (...) Zinoviev tint à souligner la signification politique de l'amnistie : "Il est nécessaire que le pouvoir soviétique renonce à ses anciennes méthodes de lutte contre les opposants politiques, le pouvoir soviétique est devenu si fort que les opposants politiques individuels ne constituent plus une menace ; les ouvriers et les soldats (...) les ayant vaincus (leurs ennemis) dans la lutte économique et politique, ne veulent pas les traiter à la manière

habituelle de tous les Etats impérialistes et monarchistes". (...) L'interdiction des fusillades que s'était imposée la Tcheka fut élargie.

Vers la fin 1917 et dans les premiers mois de 1918, les affrontements entre les ouvriers et leur direction conduisirent le gouvernement soviétique à **nationaliser** certaines entreprises de Petrograd afin d'empêcher les propriétaires frustrés de les fermer. Au début de décembre, les efforts visant à mettre sur pied des conseils de **contrôle ouvrier furent abandonnés** et le Sovnarkom créa le Conseil suprême de l'économie nationale (VSNKh) pour diriger l'ensemble de l'économie. Au cours des années suivantes, le VSNKh et un réseau national de SNKh régionaux, provinciaux et locaux devinrent les principales institutions du gouvernement soviétique pour la centralisation et l'administration de l'industrie. A court terme, cependant, le **contrôle spontané des ouvriers**, associé à ces va-et-vient institutionnels, ne fit qu'aggraver la **désintégration** de l'industrie de Petrograd. (...) Entre le 1er janvier et début d'avril 1918, environ 134 000 travailleurs, soit 46% de la main d'œuvre industrielle de Petrograd, rejoignirent les rangs des chômeurs et l'on estime à 265 le nombre d'usines de Petrograd restées inactives. (...) Les pénuries alimentaires devenant de plus en plus aiguës, un pourcentage important de travailleurs au chômage s'enfuit de Petrograd pour gagner la campagne.

La quasi-totalité des fonctions des anciens conseils et organes de la Douma des sous-districts avaient été transférées aux soviets de district ou étaient en passe de l'être, transformant ainsi ceux-ci en **maîtres autoproclamés** dans leurs quartiers. Ils protégeaient désormais jalousement l'indépendance de leur autorité sur tous les aspects du pouvoir local, non seulement horizontalement, contre les empiètements des comités bolcheviques locaux, mais aussi verticalement, en résistant à la direction de leurs sections "depuis le haut" par les départements correspondants du SK PTK.

Les travailleurs de l'usine Westinghouse étaient surtout préoccupés par la crise des approvisionnements alimentaires. "Auparavant, il y avait eu de l'inflation, expliqua l'un de ses représentants, mais nous avons réussi à grapiller suffisamment de nourriture pour nous-mêmes (...). Maintenant, il y a eu des cas d'ouvriers qui se sont effondrés (de faim) à leur poste de travail".

9. Des crises persistantes

L'avancée de l'ennemi mit bientôt en péril les navires de la flotte russe de la Baltique dans le port d'Helsingfors et menaça Petrograd depuis le Nord-Ouest. (...) Le numéro du 26 avril de la *Petrogradskaia pravda* l'organe du parti, reflétant le changement fondamental dans la position de la majorité bolchevique du soviet de Petrograd, annonçait que la "trêve" de Brest touchait à sa fin, que le gouvernement

soviétique ne pouvait plus faire de concessions à l'Allemagne et qu'une lutte décisive pour la survie de Petrograd était imminente. (...) Lénine et Trotski n'étaient pas d'accord (...) La formation de l'Armée rouge n'en étant encore qu'à ses débuts, il sembla évident aux deux principaux dirigeants bolcheviques que la prolongation de la paix fragile avec l'Allemagne nécessiterait de nouvelles concessions. (...) Cette différence de point de vue entre les autorités de Petrograd et celles de Moscou apparut clairement lors d'une réunion tendue entre Chtchastny, Trotski et le Conseil militaire suprême à Moscou le 25 avril.

L'interprétation qu(...) e faisait Trotski étai (...)t, était l'incapacité de Chtchastny à déplacer la flottille de mouilleurs de mines vers le lac Ladoga, sa réticence persistante à préparer la flotte et les installations navales pour leur démolition ; et, peut-être le plus important, les efforts de Chtchastny pour discréditer Trotski en diffusant de manière inopportune ses ordres secrets sur la destruction de la flotte de la Baltique. Les informations contenues dans les archives de la Tcheka et de la Marine indiquent que Chtchastny était en grande partie ou totalement innocent dans ces affaires, et surtout qu'il avait lui-même préparé la flotte à la démolition en cas de nécessité, et que sa diffusion des ordres de Trotski était moins un effort pour saper celui-ci qu'une manifestation de son étroite collaboration avec les comités d'officiers et de marins de la flotte de la Baltique. Quoi qu'il en soit, le 22 mai, Chtchastny, frustré par la politique de Trotski et son manque de confiance en lui, présenta sa démission. **Trotski** la rejeta, l'envoya à Moscou, le fit arrêter et **organisa seul une enquête, un simulacre de procès et une condamnation à mort** sous l'accusation fallacieuse de tentative de renversement de la Commune de Petrograd avec pour objectif, à plus long terme, de combattre la république soviétique. Dans le Petrograd révolutionnaire, la méfiance à l'égard des spécialistes occupant des postes de commandement était si grande qu'ils étaient régulièrement arrêtés et battus sans raison valable. Chtchastny avait été une exception majeure. Son exécution, dans la nuit du 21 au 22 juin 1918, provoqua un tollé encore plus grand.

Du 8 au 10 juin, les bolcheviks de Petrograd s'étaient réunis pour leur sixième Conférence municipale trimestrielle. (...) Le nombre des membres était passé de 36 000 en février à 13 472 ; un pourcentage élevé de membres était pleinement engagé dans le travail gouvernemental ou militaire et avait **perdu tout contact avec les organisations de leur parti**. Pire encore, Zinoviev estimait que "des centaines, voire des milliers" de nouveaux venus, inclus dans ce maigre total, étaient des criminels avérés.

Les bolcheviks et les SR de gauche s'unirent pour convenir du système "le vainqueur emporte tout" plutôt que sur un système de représentation proportionnelle. En conséquence, les vingt-huit personnes élues au Soviet de Petrograd par la conférence étaient soit des bolcheviks, soit des SR de gauche. L'importante minorité de mencheviks et de SR de la conférence (27%) n'obtint aucune représentation.

Le 26 juin (...) l'AED (Assemblée extraordinaire des délégués des usines et fabriques de Petrograd) fixa au 2 juillet la date de la grève générale. (...) Les élections au Soviet de Petrograd touchaient à leur fin. (...) Les bolcheviks remportèrent un succès modeste lors des élections directes sur le lieu de travail, en élisant 127 des 260 délégués des usines. (...) Les SR, les mencheviks et les candidats hors parti s'en sortirent bien dans plusieurs grandes entreprises, notamment les usines Poutilov, Oboukhov, la cartoucherie, Nevski. (...) Après les élections, Konkordia Samoïlova, responsable de la campagne bolchevique auprès des ouvrières, admit que cela avait été **un désastre, que les ouvrières** ne voulaient même pas écouter les bolcheviks.

Reste la question lancinante de savoir combien de députés bolcheviques d'usine furent élus à la place de l'opposition en raison des restrictions imposées à la presse, de l'intimidation des électeurs, de la fraude électorale ou de la courte durée de la campagne. (...) A la veille de la scission décisive entre les bolcheviks et les SR de gauche au début du mois de juillet, ces derniers reconnurent franchement les abus bolcheviques lors des élections. Lors de leur troisième Congrès national à Moscou (du 28 juin au 1er juillet), Spiridonova affirma que **trois cents des quatre cents députés** bolcheviques du Soviet nouvellement élu avaient des mandats illégitimes. "Nous n'en avons pas parlé (de cette **fraude**) ni résisté parce que la contre-révolution (et) le parti défensiste sont si puissants que la défaite des bolcheviks aurait signifié (...) la destruction du pouvoir soviétique et livré Petrograd aux mains de la réaction noire."

Des efforts conjoints furent entrepris pour revitaliser le travail du parti parmi les ouvrières. Avec la fermeture de *Rabotnitsa* à la fin du mois de janvier, les femmes bolcheviques de Petrograd qui y avaient été associées concentrèrent leur énergie sur le travail général du parti (...). Une exception notable fut Alexandra Kollontaï, qui partit pour Moscou, en tant que membre du Sovnarkom à la mi-mars.

Le Comité de Pétersbourg (...) avait chargé Samoïlova d'organiser une section spéciale pour l'agitation et la propagande parmi les ouvrières. Lors d'une réunion de l'Assemblée des organisateurs le 26 juin, Samoïlova exposa son point de vue sur l'importance et la complexité de gagner une audience parmi les ouvrières d'usine en colère menacées par la famine et la perte de leur travail. Elle proposa de créer des sections spéciales rattachées au Comité de Pétersbourg et aux comités de district du parti pour communiquer avec ces femmes. Certains des organisateurs de district critiquèrent ces propositions, soit parce qu'ils considéraient que gagner les ouvrières "sombres et réactionnaires" était sans espoir, soit parce qu'ils étaient déjà tellement surchargés que la création d'une nouvelle section semblait, comme l'a dit l'un d'eux, une "illusion totale".

Même Jenia Egorova, organisatrice pour le comité bolchevique du district de Vyborg et membre du Comité de Pétersbourg, qui partageait le point de vue de Samoïlova sur l'extrême importance du travail parti parmi les ouvrières des usines,

estima que la direction principale de cette action devait venir "d'en haut", d'une section de femmes rattachée au Comité de Pétersbourg. Anna Itkina, organisatrice du comité bolchevique du district de Narva, prit la défense de Samoïlova, arguant que la principale faiblesse du travail antérieur du parti bolchevique parmi les ouvrières était précisément qu'il ne disposait pas d'une base organisationnelle au niveau local

L'Assemblée des organisateurs décida de former des sections pour le travail du parti parmi les femmes au niveau des villes et des districts. De telles sections furent créées par tous les comités bolcheviques de district. La plupart d'entre elles n'accomplirent pas grand-chose, cependant en grande partie à cause des crises économiques continues affectant les femmes et leurs familles, ainsi que des **attitudes traditionnelles et dénigrantes de la plupart des bolcheviks masculins** envers les femmes en général et notamment envers le travail du parti parmi les ouvrières d'usine.

Samoïlova souligna l'aspect négatif de la discrimination sexuelle par les camarades masculins dans un discours prononcé lors de la huitième Conférence municipale des bolcheviks de Petrograd en décembre 1918. Pour illustrer son propos, elle déplora que, lorsque les femmes de l'une des plus grandes entreprises industrielles de Petrograd avaient choisi l'une des leurs pour les représenter au sein du comité des ouvriers de l'usine, elles avaient essuyé une rebuffade au motif que si l'on acceptait que les ouvrières pussent être représentées, il faudrait en **faire de même pour les enfants**.

Lors de la réunion de l'Assemblée des organisateurs, le 26 juin, Samoïlova souleva également la question de la reprise de la publication de *Rabotnitsa*, précisant qu'elle espérait qu'elle serait relancée ; elle hésitait si le journal devait être publié à Petrograd ou à Moscou (...). Egorova ne fut pas aussi ambivalente. Apparemment encore plus hostile au féminisme que Samoïlova, elle déclara sans équivoque que le transfert du périodique à Moscou, où son contenu serait façonné par l'archiféministe Kollontaï, était absolument "inadmissible !" Devant cette absence d'unanimité, la décision finale sur cette question fut laissée au Comité de Pétersbourg.

Le Comité de Pétersbourg décida (...) d'offrir à son comité de rédaction des chroniques hebdomadaires dans la *Krasnaïa gazeta* du soviet de Petrograd. La première de ces chroniques "Rabotnitsa" dans *Krasnaïa gazeta* parut le 4 août, et dès le début, son comité de rédaction s'efforça de se distancier de tout séparatisme (sur la base du sexe) et du "féminisme de Kollontaï". Ainsi, dans son message introductif, sa rédactrice exprima sa satisfaction que le travail commun dans le même journal vînt renforcer le lien unissant les ouvriers et les ouvrières dans la lutte pour la grande cause de l'émancipation de tous les travailleurs de la décadence du capitalisme. Tout comme la *Rabotnitsa* s'était concentrée sur la vie des ouvrières en relation avec les tâches communes de la classe ouvrière, la nouvelle rubrique traiterait des ouvrières d'usine comme l'un des détachements de la grande armée des travailleurs. Bien sûr, les chroniques suivantes mirent l'accent sur des questions qui préoccupaient

particulièrement les femmes, comme les pénuries alimentaires ou la guerre civile sanglante. Le thème le plus constant, cependant, souvent mis en évidence dans un encadré en caractères gras, exhortait les femmes à ne pas rester à la traîne des hommes dans l'accomplissement des tâches communes.

*

Les dirigeants bolcheviques du Soviet de Petrograd élus en juin ne perdirent pas de temps pour se prévaloir de leur "mandat" douteux pour justifier la suppression de l'AED et empêcher la grève générale que celle-ci avait prévue pour le 2 juillet. (..) Tous les journaux de Petrograd furent obligés de faire figurer cette condamnation en première page. Les usines furent averties que si elles participaient à la grève générale, elles seraient immédiatement fermées, et les grévistes individuels furent menacés d'amendes ou de perdre leur travail. Les agitateurs et les membres des comités de grève seraient arrêtés immédiatement, et ces avertissements furent plus tard suivis d'effet. (...) Dès le 1er juillet, les imprimeries soupçonnées de sympathie pour l'opposition furent mises sous scellés, les bureaux des syndicats hostiles furent perquisitionnés, la loi martiale fut décrétée sur les lignes du nœud ferroviaire de Petrograd et des patrouilles armées dotées du pouvoir d'empêcher les arrêts de travail furent formées et placées en service vingt-quatre heures sur vingt-quatre à des points clés de la ville. (...) Au moins en partie à cause de ces fortes contre-mesures, seul un très petit nombre d'usines et d'imprimeries répondit à l'appel à la grève de l'AED.

Le premier signe de la terrible épidémie de choléra, que les épidémiologues avaient annoncée pour le printemps, apparut le 1er juillet, alors que les autorités gouvernementales de Petrograd s'efforçaient d'empêcher la grève générale du lendemain. (...) L'épidémie atteignit son apogée pendant la deuxième semaine (8-14 juillet), avec un nombre impressionnant de 4247 cas, dont 1264 mortels. (...) Les districts et les quartiers de Petrograd peuplés de pauvres et de personnes sans instruction furent les plus durement touchés par l'épidémie. (...) Un pourcentage extraordinairement élevé des victimes était des femmes travaillant dans les usines.

*

Au début de 1917, la population de Petrograd était estimée à environ 2,3 millions d'habitants, mais un recensement effectué au début du mois de juin 1918, (...) révéla une baisse de près d'un million pour atteindre un peu moins de 1,5 million d'habitants.

L'histoire de ce qu'on appelle la Commune du Nord illustre l'importance cruciale de l'alliance des bolcheviks et des SR de gauche pour la survie du pouvoir soviétique dans la région de Petrograd au printemps et au début de l'été 1918.

10. La Commune du Nord et l'alliance bolcheviks-SR de gauche

La poursuite du boycott du Sovnarkom par les SR de gauche et ce souci d'obéissance inconditionnelle et d'unité révolutionnaire furent vraisemblablement le catalyseur de l'attaque féroce contre eux lancée (...) par Zinoviev. Il se peut aussi qu'il ait cherché à s'aligner sur le mépris fraîchement exprimé par Lénine pour les SR de gauche. En tout cas, Zinoviev accusa les SR de gauche d'hypocrisie, de tromperie et de sabotage. Conséquence de leur "erreur fatale" de ne pas avoir soutenu la ratification du traité de Brest, les SR de gauche avaient dilapidé leur soutien populaire. (...) Les SR de gauche avaient le choix entre travailler avec les bolcheviks (à tous les niveaux) ou quitter les soviets immédiatement et rejoindre la contre-révolution dans ses efforts pour renverser les bolcheviks.

Des esprits plus calmes, reconnaissant l'importance de l'aide des SR de gauche pour la survie du pouvoir soviétique dans le Nord-Ouest, trouvèrent un accord sur leur participation au gouvernement.

Le contraste était important entre Fischman, qui représentait le point de vue dominant des SR de gauche de Petrograd, et Zinoviev qui, avec Lénine, méprisait désormais les scrupules démocratiques et était déterminé à ce que la stricte discipline du parti et le gouvernement centralisé fussent la clé du salut de la révolution.

Non seulement les bolcheviks concédèrent quatre postes dans le nouveau gouvernement aux SR de gauche, au lieu des trois prévus à l'origine, mais ils se montrèrent ouverts sur les relations entre les institutions du nouveau gouvernement et l'oblast. selon une résolution adoptée par le Comité exécutif central de l'oblast du Nord le 14 mai, le Comité exécutif central, composé de vingt-cinq bolcheviks et de quatorze SR de gauche, serait "l'organe de direction et de contrôle" de la région dans l'intervalle séparant le congrès des soviets de l'oblast du Nord.

Pour les bolcheviks de Petrograd, qui manquaient de cadres, les SR de gauche étaient une source de personnel **énergique et compétent**, souvent infiniment **plus dévoué** à la révolution que les **nouveaux membres du parti** bolchevique recrutés à la hâte et sans discernement.

Certes, les dirigeants Sr de gauche de Petrograd (...) considéraient le traité de Brest-Litovsk comme une trahison honteuse de la révolution socialiste internationale. Néanmoins, les bolcheviks restaient les architectes héroïques d'"Octobre". (...) Il semblait inévitable que, s'ils faisaient pression sur eux, le parti bolchevique dans son ensemble reviendrait sur la voie révolutionnaire dont il s'était écarté, et qu'ensemble, les deux partis travailleraient à faire avancer la révolution mondiale.

Pour les dirigeants bolcheviques, la solution à la désintégration continue de la vie économique et politique et aux menaces que représentaient les ennemis étrangers et nationaux résidait dans la **dictature**, la **centralisation** institutionnelle, l'utilisation de

l'expertise technique de la bourgeoisie et des officiers de carrière, et l'extension de la "marge de manœuvre" dans les hostilités avec l'Allemagne offerte par le traité de Brest à pratiquement n'importe quel prix.

Le deuxième développement qui renforça les inquiétudes des SR de gauche quant à l'orientation de la politique bolchevique peu après la création de la Commune du Nord était l'utilisation par Lénine de la force armée pour résoudre le problème le plus urgent de la faim dans les villes. (...) Dans ses mémoires rédigés des années plus tard, un bolchevik du district de Vyborg, Vassili Kaïourov, se souvenait qu'en mai, les ouvriers avaient mangé un nombre important de chevaux de la ville et qu'à partir de ce moment-là, pendant des semaines, les ouvriers ne pouvaient obtenir que des graines de tournesol et des noix en échange de leurs cartes de rationnement.

La politique de Lénine consistant à pressurer la paysannerie pour nourrir les travailleurs affamés, débouchant sur un état de guerre virtuel entre la ville et la campagne, fut mise en œuvre à la fin du printemps et pendant l'été. A cette époque, des unités armées d'ouvriers et de l'Armée rouge, les "détachements d'approvisionnement alimentaire" (...) furent envoyées dans les régions agricoles pour saisir les "excédents" des paysans en les menaçant d'une arme. Par la suite, des comités de villageois pauvres (*kombedy*) dont étaient exclus les koulaks et les résidents ruraux propriétaires d'entreprises commerciales ou industrielles, furent formés dans les régions agricoles. Le but principal était des *kombedy* était d'aider les détachements d'approvisionnement alimentaire à localiser les excédents de céréales et d'assister, en général, à la mise en œuvre de la dictature de l'approvisionnement.

Entre-temps, le Comité central des SR de gauche interdit aux membres du parti de rejoindre les "unités punitives", comme ils désignaient les détachements d'approvisionnement en nourriture. L'interdiction fut respectée à Petrograd. fidèles à leur pratique consistant à éviter les conflits préjudiciables avec les bolcheviks, les SR de gauche de Petrograd ne firent pas de la politique bolchevique en matière d'approvisionnement une question litigieuse.

Dès le 13 avril, le Bureau de Petrograd du Comité central bolchevique avait examiné une résolution proposée par Adolf Iorre visant à recommander au Comité central de Moscou d'abolir la Tchéka de Moscou et celle de Petrograd, car "elles étaient plus dangereuses qu'utiles". Finalement, seul Ioffe vota en faveur de sa résolution.

Les relations relativement tranquilles entre les bolcheviks et les SR de gauche à Petrograd pendant les événements du printemps et du début de l'été 1918 contrastent de façon frappante avec la situation prévalant à Moscou.

*

Le SK SO, le gouvernement de coalition bolcheviks-SR de gauche établi par le premier Congrès des Soviets de l'oblast du Nord, fonctionna efficacement et assez

harmonieusement malgré l'hostilité persistante des SR de gauche à l'égard du traité de Brest-Litovsk et de plusieurs développements ultérieurs, potentiellement fatals : l'aversion profonde des SR de gauche pour le "capitalisme d'Etat" tel que Lénine l'avait exposé dans *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*, son approche brutale en matière d'approvisionnement en céréales et le mécontentement des SR de gauche face aux attaques publiques et notoirement malvenues de Lénine à leur égard ainsi que le refus de Petrovski de reconnaître ne serait-ce que l'existence de la Commune du Nord. (...) La rupture des liens entre les bolcheviks et les SR de gauche à Petrograd et dans la Commune du Nord serait bientôt déclenchée par des événements et des directives en provenance de Moscou.

11. Le suicide des SR de gauche

Les divisions entre les dirigeants communistes nationaux et les SR de gauche à Moscou s'élargirent soudainement. (...) La plupart des dirigeants nationaux des SR de gauche étaient opposés à la mise en place d'une dictature de l'approvisionnement alimentaire, à l'utilisation de détachements d'ouvriers pour la réquisition forcée de céréales auprès des paysans, au recours à des spécialistes rémunérés pour la gestion industrielle et le commandement technique des forces armées, ainsi qu'au rétablissement de la peine capitale judiciaire symbolisée par l'exécution de l'"amiral" Chtchastny.

Dans un rapport sur la Section paysanne présenté au deuxième Congrès des SR de gauche, le 17 avril 1918, Spiridonova souligna que la bienveillance bolchevique à l'égard de la Section avait pris fin à la mi-mars 1918. (...) La Section se trouva impliquée dans les tentatives des SR de gauche de faire échouer la paix. Spiridonova le reconnut lors du deuxième Congrès des SR de gauche en signalant qu'un nombre important d'agitateurs de la Section étaient déjà envoyés dans les régions limitrophes du front allemand. Il est clair que leur tâche était moins de recueillir des données et de diffuser le socialisme que d'organiser la résistance aux forces d'occupation allemandes.

Dans la bataille qui s'ensuivit entre la ville et la campagne, les représentants des SR de gauche de la Section paysanne prirent naturellement le parti de la paysannerie contre les bolcheviks. Il existe également de nombreuses preuves que, dans les régions productrices de nourriture, les SR de gauche des soviets locaux entravèrent délibérément les efforts bolcheviques d'approvisionnement alimentaire, en particulier la tentative de former des comités locaux de villageois pauvres qui faciliteraient les saisies forcées de céréales. (...) La Section fut inondée de données et de récits personnels explicites sur les atrocités commises par les détachements. Nombre de ces récits ont été conservés dans les archives du Service Fédéral de sécurité (FSB), l'actuel

successeur de la Tchéka, dans des dossiers relatifs au travail de Spiridonova au sein de la section paysanne. Dans une lettre ouverte au Comité central bolchevique, Spiridonova cite abondamment des lettres décrivant par des dessins les brutalités des brigades d'approvisionnement alimentaires, aidées par les comités de villageois pauvres, contre les paysans affamés et l'état de guerre qui en résultait dans les campagnes. Comme l'a dit l'un des auteurs d'une lettre :

Nous n'avons pas caché de céréales. Conformément au décret, nous nous sommes laissé neuf pouds (un peu plus de 147 kilogrammes) par personne pour un an. Ensuite, nous avons reçu un décret nous enjoignant de garder sept pouds (environ 115 kilogrammes) et d'en donner deux. C'est ce que nous avons fait. mais les bolcheviks sont arrivés avec des détachements. Ils ont tout saccagé. Nous nous sommes soulevés. Aujourd'hui, la situation est mauvaise à loukhnovski. Nous avons été bombardés par l'artillerie. des villages entiers sont en feu. Nos maisons ont été détruites en cendres. Nous avons tout abandonné - nous voulions que tout aille bien. Nous savions que les villes avaient faim, (alors) nous ne nous sommes pas épargnés.

Après la décision de fixer l'ouverture du cinquième Congrès panrusse des Soviets au 28 juin, tant les bolcheviks que les SR de gauche s'attachèrent à conquérir une majorité au sein de cette assemblée. A raison, Lénine n'était pas du tout optimiste quant au résultat. Il reconnaissait que **les règles électorales**, qui privilégiaient fortement les ouvriers par rapport aux paysans, risquaient de **ne pas suffire** pour compenser au vote la domination probable des SR de gauche dans les zones rurales. Lors d'une réunion du CEC le 14 juin, à l'initiative de la direction bolchevique, les mencheviks et les SR de cet organe furent **expulsés**, et les soviets de tout le pays furent encouragés à faire de même.

Il existe, en réalité, des preuves substantielles que **l'immense majorité** bolchevique au congrès était **fabriquée**, et que le nombre de délégués SR de gauche légitimement émus était à peu près égal à celui des bolcheviks.

Le 4 juillet, jour de l'ouverture du congrès, Trotski demanda (...) l'autorisation d'abattre **"sur place"** toute personne qui résisterait à son arrestation pour s'être opposée aux forces d'occupation allemandes en Ukraine. (...) Il s'agissait d'une attaque préventive contre les SR de gauche. Le lendemain (5 juillet), Lénine incita à plusieurs reprises les SR de gauche à **se retirer** du congrès.

L'espoir des dirigeants SR de gauche d'utiliser le congrès combiné pour remodeler les politiques du Sovnarkom fut anéanti. En conséquence, ils se virent contraints de recourir à une arme traditionnelle des SR, la terreur individuelle, plus précisément l'assassinat de l'ambassadeur allemand à Moscou, le comte Wilhelm Mirbach (...) dans l'espoir que l'assassinat de Mirbach les sauverait en provoquant la reprise de la guerre avec l'Allemagne.

Dans les premiers moments de frénésie, il ne vint pas à l'esprit de Lénine que les SR de gauche pouvaient être responsables de l'assassinat. (...) Toujours convaincu

qu'une guerre totale avec l'Allemagne serait i-un désastre absolu pour la cause révolutionnaire, Lénine se ressaisit rapidement et s'attacha à montrer aux Allemands que les bolcheviks étaient tout à fait capables de gérer facilement les SR de gauche. (...) Problème (...) sa principale agence de sécurité, la Tchéka, était truffée de SR de gauche.

A 2à heures, la totalité de la fraction du cinquième Congrès des SR de gauche fut arrêtée dans le foyer du théâtre Bolchoï. Les membres de la fraction et leurs invités, plus de quatre cents, s'étaient rassemblés pour le début prévu de la session de fin d 'après-midi du congrès, ignorant que leur propre Comité central prévoyait d'assassiner Mirbach, et encore moins qu'il avait été effectivement tué. (...) Dans la nuit du 6 juillet, les actions des SR de gauche, à commencer par l'assassinat du comte Mirbach, étaient déjà définies par le gouvernement soviétique comme un "soulèvement contre le pouvoir soviétique", et les historiens ont souvent dépeint l'épisode de cette manière.

Lénine et Grigori Petrovski agirent de manière déterminée pour éliminer les SR de gauche en tant que force politique avec laquelle il fallait compter, maintenant qu'ils étaient en fuite. (...) Plus de quatre cents SR de gauche, pour la plupart des membres de la base, furent arrêtés et un nombre incertain d'entre eux fut sommairement exécuté (dont Alexandrovitch).

Le 9 juillet, le cinquième Congrès des Soviets reprit, **sans les SR de gauche**. (...) Peu avant sa clôture, le 10 juillet, le cinquième Congrès adopta la première Constitution soviétique. (...) La Constitution perpétuait la **fiction** que le Congrès panrusse des Soviets élus était l'organe suprême de l'autorité de l'Etat et qu'entre deux de ses sessions, sauf en cas d'urgence grave, le Sovnarkom était subordonné au CEC qui était l'organe législatif, administratif et de contrôle suprême de gouvernement. dans la pratique, cependant, c'est l'inverse qui prévalait. Entre le cinquième Congrès de juillet 1918 et le sixième Congrès en novembre suivant, le CEC ne se réunit que huit fois (en règle générale, le Sovnarkom se réunissait quotidiennement), et les mencheviks, les SR et les SR de gauche étant effectivement exclus, ses réunions étaient largement **cérémonielles**.

Le droit de vote était accordé à tous les citoyens, hommes et femmes, **âgés** de plus de dix-huit ans, qui tiraient leur subsistance de leur propre production ou d'un travail socialement utile, ainsi qu'aux soldats et aux invalides. Les personnes employant de la main d'œuvre salariée ou percevant des revenus d'entreprises industrielles ou commerciales - en somme les anciennes classes moyennes et supérieures - étaient privées du droit de vote. (...) Lors des futures élections aux Congrès, les soviets des villes se verraient attribuer un député pour **25 000** électeurs, contre un député pour **125 000** pour les représentants provinciaux des soviets.

La scène principale sur laquelle se jouèrent "l'insurrection des SR de gauche" du 7 juillet 1918 à Petrograd et sa répression était le quartier de l'Ecole des pages. (...) la

plupart des 350 à 380 soldats de l'Ecole des pages étaient des mercenaires, pour la plupart des adolescents, peu entraînés et n'appartenant à aucun parti. (...) Les documents de la Tcheka indiquent que l'assaut contre l'Ecole des pages était une attaque préventive non provoquée. (...) la Tcheka ne put trouver de preuves que la direction SR de gauche avait autorisé le détachement à résister aux forces gouvernementales. (...) la bataille de l'Ecole des pages devint un élément important du mythe officiel entourant le complot des SR de gauche contre le pouvoir soviétique national et fut utilisée pour justifier la répression contre eux.

*

La fin de l'alliance entre les bolcheviks et les SR de gauche marqua le tournant décisif vers un **gouvernement à parti unique** en Russie soviétique. vers la même époque, la centralisation du gouvernement à Petrograd fut renforcée par l'abrogation des pouvoirs fiscaux des soviets de district et par l'affaiblissement de l'autonomie de certaines de leurs sections les plus importantes (...) par exemple, le soviet de l'économie de la région du Nord (SNKhSR).

Malgré leur montée en puissance dans les campagnes avant l'assassinat de Mirbach, les SR de gauche ne se remirent jamais des coups reçus de la part des bolcheviks après leur acte impétueux.

Quatrième partie Célébration au milieu de la terreur
--

12. En route vers la "terreur rouge"

L'été 1918 correspondit à un durcissement des politiques à l'égard de la contre-révolution réelle et potentielle à Petrograd. L'assassinat de Volodarski, la suppression de l'influence modératrice des SR de gauche sur le gouvernement de Petrograd, la recrudescence des activités anti-bolcheviques impliquant des agents secrets alliés, le danger accru d'une occupation allemande après l'assassinat du comte Mirbach et le danger sans cesse croissant de la famine et des épidémies, autant de dangers qui menaçaient la survie du pouvoir soviétique.

Au début de mai, les Cosaques de Krasnov avaient commencé à reprendre le pouvoir dans la région du Don, qui resta un foyer de rébellion et d'opposition au régime soviétique tout l'été. Plus au sud, l'Armée des volontaires de Dénikine et d'Alexeïev consolida son pouvoir dans le Kouban et le Caucase du Nord, tandis que les débarquements des forces d'intervention alliées dans le Nord-Ouest, à Mourmansk et à

Arkhangelsk, firent resurgir le danger d'une occupation rapide de Petrograd, par les Alliés ou par les Allemands.

La dérive vers la Terreur rouge à Petrograd et dans d'autres villes russes à la fin de l'été 1918 naquit de l'insécurité causée par ces événements inquiétants. (...) Lénine envoya u(...) un télégramme cinglant à Zinoviev (..) : "Nous avons appris aujourd'hui seulement qu'à Piter, les ouvriers voulaient répondre à l'assassinat de Volodarski par la terreur de masse et que vous les avez retenus", gronda-t-il. "C'est in-to-lé-ra-ble !". En même temps, l'assassinat de Volodarski, suivi par les actions des poseurs de mines et des ouvriers d'Oboukhov, semblait démontrer la nécessité de maintenir des organes de sécurité *ad hoc* aussi puissants que la Tcheka.

Après l'assassinat de Mirbach, Ouritski tenta d'éviter les effusions de sang inutiles à Petrograd, malgré l'approbation officielle de la terreur de masse par le cinquième Congrès panrusse des Soviets. Il s'est plutôt concentré sur la répression. des conspirations contre-révolutionnaires spécifiques.

Les Alliés occidentaux, en particulier les Britanniques et les Français, commencèrent à soutenir divers mouvements antibolcheviques favorables à la poursuite de la guerre contre l'Allemagne jusqu'à la victoire, d'abord en injectant d'importantes sommes d'argent. Lockhart, par l'intermédiaire d'un vieil ami, avait ouvert une voie vers Boris Savinkov qui, il le savait, avait l'intention d'assassiner les principaux dirigeants bolcheviques la nuit du débarquement allié prévu à Arkhangelsk et de profiter du mécontentement populaire face à la famine pour établir une dictature militaire.

Même les Français, qui cherchaient désespérément à repousser l'offensive allemande à l'ouest, ne pouvaient se permettre de détourner des forces importantes pour un corps expéditionnaire commun en Russie. le nombre de militaires que les pays occidentaux pouvaient engager dans une intervention en Russie était donc plutôt faible. Le 2 août, alors que président Wilson avait accepté à contre-cœur d'envoyer des troupes pour des opérations limitées dans le nord de la Russie, quelque douze cents soldats britanniques et français, ainsi qu'une poignée de soldats américains, débarquèrent à Arkhangelsk.

Lors du deuxième Congrès des Soviets de l'oblast du Nord, fin avril (...) les participants (...) adoptèrent une résolution bolchevique intitulée "Sur le moment actuel", qui ouvrait la voie à un programme de terreur de masse. "La pouvoir soviétique doit assurer la sécurité de l'arrière (en) surveillant étroitement la bourgeoisie (et) (...) en instituant une politique de terreur de masse, peut-on lire dans la résolution. (...) cette résolution prévoyait implicitement la réintroduction des exécutions sommaires des contre-révolutionnaires, pratiquées et encouragées par la Tcheka à Moscou depuis février. Au moins certains soviets de district de Petrograd approuvèrent immédiatement cet appel à la terreur de masse.

Le 28 août (...) une réunion plénière du Soviet de Petrograd franchit une étape supplémentaire dans la proclamation officielle de la Terreur rouge en réponse à une tentative présumée d'assassinat contre Zinoviev, (...) déclarant sa détermination à "liquider tous les gardes blancs entre nos mains si un seul cheveu tombe de la tête de l'un de nos dirigeants" et à "anéantir jusqu'au dernier tous les dirigeants de la contre-révolution".

Le matin du 30 août 1918, Ouritski fut abattu (...) par un ancien élève de l'Académie d'artillerie Mikhaïlovski âgé de vingt-deux ans. (...) Lénine (...) après le (...) discours, à l'usine de métallurgie, de construction de machines et d'armes de Mikhelson, (...) échappa de justesse à une deuxième tentative d'attentat (la première avait eu lieu en janvier précédent). on lui tira dessus à plusieurs reprises. une balle l'atteignit à la poitrine, une autre traversa son bras gauche et se logea dans son cou. L'état de Lénine semblait critique.

13. La terreur rouge à Petrograd

En réalité, la terreur rouge non déclarée, sous toutes ses formes, était en cours à Moscou et dans d'autres villes russes depuis des mois. A Petrograd, la pratique de la prise d'otages politiques avait commencé à la fin juillet. L'interdiction des exécutions décrétée par Ouritski avait été annulée par la Tcheka le 19 août (après quoi les 21 prisonniers avaient été fusillés). et la terreur rouge avait été presque officiellement déclarée lors d'une session plénière du Soviet de Petrograd le 28 août. Cependant, il est certainement vrai que dans l'ancienne capitale, le meurtre d'Outiski, associé à l'échec de l'attentat contre Lénine, déclencha une vague d'arrestations et une orgie de prises d'otages et d'exécutions à motivation politique perpétrée par la Tcheka, les agences de sécurité de district et les bandes d'ouvriers et de soldats, qui surpassaient de loin tout ce qui s'était passé auparavant, même à Moscou.

Le 6 septembre (...)un rapport d'activité de la Tcheka publié dans la presse gouvernementale et du parti révélait qu'au cours de la semaine précédente, 512 contre-révolutionnaires avaient été fusillés. (...) (120 otages figuraient sur cette liste). (...) En outre, environ cinq cents des quelque mille otages furent fusillés par la Tcheka de Cronstadt pendant la terreur rouge.

Pendant son séjour dans l'ancienne capitale, Lockhart, Sydney Reilly et le colonel Henri de Verthamon, coordinateur des vastes opérations françaises de sabotage antibolchevique et l'un des principaux co-conspirateurs de Reilly, furent démasqués à Moscou par les agents de Dzerjinski.

A la mi-septembre, le Conseil des syndicats de Petrograd, dirigé par les bolcheviks, s'alarma du **caractère aveugle** de la Terreur rouge. Le 14 septembre, "afin d'éviter des erreurs fatales et irréparables", le conseil interpella Zinoviev et Boki pour qu'ils instaurassent des contrôles et des garanties stricts sur les exécutions en général, les arrestations et les perquisitions dans les bureaux syndicaux et les arrestations de responsables syndicaux.

Lors de la septième Conférence des bolcheviks de Petrograd, qui se tint du 17 au 21 septembre, **la baisse drastique du nombre de membres du parti bolchevique local, qui était un facteur majeur du déclenchement de la Terreur rouge**, fut brutalement révélée. Depuis la précédente conférence de la ville en juin, ce nombre avait chuté de près de la moitié, passant de 13 472 à 6000. (...) Un questionnaire détaillé que le Comité de Pétersbourg fit circuler parmi ses membres à la fin du mois d'août révèle le changement radical dans la composition et la compétence du parti local. (...) Ils révèlent, par exemple, que 40% des membres actuels avaient rejoint le parti après la révolution d'Octobre (1419 réponses), et que la grande majorité de ces "bolcheviks d'Octobre" avaient intégré le parti au cours des huit mois précédents. (...) Les responsables soviétiques, de Zinoviev à la base, répétaient continuellement le refrain apparu pour la première fois en juin, à savoir que les **nouvelles recrues** comprenaient de nombreux **profiteurs corrompus** qui méritaient la prison.

Une deuxième tendance qui ressort des tableaux de Stroumiline est le pourcentage élevé de bolcheviks de Petrograd travaillant à plein temps dans les soviets de Petrograd, les services municipaux, les organismes éducatifs ou culturels, les syndicats, les coopératives, l'Armée rouge et les agences de sécurité intérieure par rapport à ceux travaillant dans les organisations u parti (58%). (...) Seulement 87 des 3559 répondants au questionnaire pouvaient se prévaloir d'un diplôme universitaire ou d'une forme d'enseignement supérieur. (...) Les bolcheviks ne réussirent pas non plus à recruter les femmes de Petrograd pour le parti. (...) Moins de 10% des membres bolcheviques de Petrograd, soit environ 700, étaient des femmes. sur ce pourcentage de femmes déjà faible, seules 7%, soit une cinquantaine, étaient des ouvrières d'usine, à une époque où 39% des employés dans les usines de Petrograd étaient des femmes (44 629 sur 113 346 ouvriers).

Le congrès des représentants de la Tcheka de la Commune du Nord, à la mi-octobre, était de développer un plan de travail commun. (...) A en juger par ces rapports, de nombreuses tchékas de district et de province dont certaines travaillaient en tandem avec les Comités de villageois pauvres, avaient arrêté un nombre important d'otages. Quelques Tchékas avaient déjà procédé à des exécutions, mais la plupart de celles qui avaient prononcé des condamnations à mort attendaient l'autorisation du centre avant de les exécuter. Boki, qui n'était plus à la tête de la Tcheka de Petrograd, résuma son travail des sept mois précédents. Il annonça que la Tcheka avait procédé à un total de

6229 arrestations. Entre le 15 août et le 15 octobre (...) elle avait fusillé jusqu'à 800 prisonniers.

Zinoviev (...), après avoir fait l'éloge de la Tcheka comme "l'avant-garde des collectifs ouvriers recrutés pour défendre la révolution", il avertit que "bien que la bourgeoisie ait été sévèrement battue et réduite, et ici et là même liquidée, elle pouvait se rétablir". (...) Un débat éclata au congrès (...) sur la question structurelle très controversée de savoir si les Tchékas locales seraient responsables devant la hiérarchie de la Tcheka ou devant les sections administratives des soviets correspondants. (...) Un réseau de Tchékas régionales et locales responsables uniquement devant la Tcheka émergea. (...) Au moment même où la Tcheka établissait son autonomie vis-à-vis des soviets, elle surmontait avec succès les efforts de partis locaux pour la placer sous leur aile.

La démobilisation de l'ancienne marine russe et la création d'une nouvelle "Marine rouge" avaient rendu le service dans la flotte volontaire et contractuelle. Des dizaines de milliers de marins enrôlés dans la marine tsariste pendant la guerre profitèrent alors de l'occasion pour rentrer chez eux, soit pour travailler dans les usines des villes, soit pour retourner à la campagne. Ce processus s'intensifia en mai 1918, lorsque la destruction d'une grande partie de la flotte de la mer Noire entraîna un flux accru de personnel naval vers la vie civile.

En septembre 1918, les marins démobilisés enrôlés en 1915, 1916 et 1917 furent rappelés. (...) Comme le reconnut à l'époque un commissaire de la flotte de la Baltique, "nous espérions qu'en chaque marin brillait une étincelle révolutionnaire que nous pourrions raviver". (...) Pendant l'été précédent, ils avaient été témoins des horreurs imposées à la paysannerie par les détachements de réquisition de vivres armés et dirigés par les bolcheviks (...). D'autres marins venaient de centres industriels, où ils avaient trouvé leurs usines fermées et avaient observé la misère infligée aux ouvriers par le chômage, la faim et les épidémies. (...) le nombre de marins qui se présentèrent fut deux fois plus élevé que prévu (dix mille au lieu de cinq ou six mille).

Il fut immédiatement évident qu'il serait politiquement imprudent de les installer à bord des navires, où leur antagonisme à l'égard des bolcheviks pourrait se propager plus facilement aux équipages squelettiques existants (...). beaucoup furent donc placés dans des casernes ou des logements de fortune à Cronstadt et à Petrograd.

Les excréments s'accumulaient dans les coins. Les couchettes étaient vieilles, avec des ressorts en fer, beaucoup étaient cassées. la plupart étaient nues : ni matelas, ni couvertures, ni oreillers. il n'y avait ni bols, ni bouilloires, ni tasses. Les marins mangeaient dans des seaux. (...) Il n'était donc pas surprenant que les marins nouvellement mobilisés fussent mûrs pour la rébellion.

Au cours de la deuxième semaine d'octobre, un ancien marin de la flotte de la mer Noire nouvellement arrivé, Iakov Chachkov, émergea comme chef de file des marins mobilisés mécontents dans le Deuxième détachement de la flotte. Chachkov était un militant SR de gauche. A peu près au même moment (...), l'organisation militaire-navale SR de gauche lança un appel révolutionnaire enflammé aux marins. (...) A ce moment-là, les marins tenaient des rassemblements quotidiens, tous plus incendiaires les uns que les autres;

Chachkov, reconnu comme un puissant orateur même par les bolcheviks, électrisa les marins avec une condamnation féroce du régime bolchevik et la demande d'un gouvernement par des soviets libérés et démocratiques - c'est-à-dire des soviets de type 1917, **libres de la domination d'un seul parti**. (...) Le lendemain, 14 octobre, les marins mobilisés (...) démontrèrent leur indépendance en élisant l'un d'entre eux, Georgi Chanine, pour remplacer le commissaire désigné par Flerovski, Avgust Kulberg. (...) Chanine annula tous les ordres des commissaires bolcheviques. (...) Accompagnés de leur nouvelle fanfare et criant des slogans antibolcheviques, ils se dirigèrent vers le quai de la Neva pour tenter de persuader les équipages des navires de guerre ancrés là de se joindre à eux.

La révolte du Deuxième détachement de la flotte prit fin quelques heures plus tard, lorsque les marins mobilisés, fatigués et frustrés par leurs efforts largement infructueux pour obtenir le soutien des équipages des navires, regagnèrent leurs casernes en traînant les pieds.

Zinoviev considéra l'échec de la rébellion comme une excellente occasion de débarrasser une fois pour toutes Petrograd des SR de gauche. (...) Le 15 octobre, la Tchéka fit une descente au siège des SR de gauche de Petrograd, mit à sac les dossiers et arrêta neuf membres du parti présents sur les lieux. (...) Le soir-même, (...) onze marins condamnés, aux mains de la Tchéka, furent conduits à la forteresse Pierre-et-Paul et fusillés.

*

Le déclenchement de la terreur rouge par le Comité bolchevique de Pétersbourg correspondit à un renforcement majeur de son rôle dans le gouvernement de Petrograd. L'attrait du Comité pour la terreur de masse trouvait son **origine** dans son **radicalisme** pendant la révolution **d'Octobre** joint à une véritable crainte, dans un moment d'extrême **faiblesse organisationnelle**, de perdre face à la contre-révolution intérieure soutenue par des agents alliés.

14. La célébration du "plus grand évènement de l'histoire du monde"

Dans le centre-ouest de la Russie, l'avancée des Tchèques et des Blancs avait été stoppée. (...) Plus important (...), les forces allemandes en Europe occidentale étaient en pleine retraite. En octobre et au début de novembre, l'effort de guerre allemand s'effondra (...), l'Empire des Habsbourg se désintégra et des révolutions démocratiques renversaient l'ordre ancien en Europe centrale.

Les dirigeants bolcheviques de Petrograd relayèrent l'appel de Lénine à la poursuite des sacrifices et à la constitution d'une armée de trois millions d'hommes. Mais, contrairement à lui, ils considéraient qu'un énorme renforcement militaire, une formation militaire universelle et autres mesures similaires étaient nécessaires, non pas tant pour défendre la Russie soviétique contre les forces blanches et une attaque inévitable par une coalition de puissances impérialistes que pour préparer le rôle de l'Armée rouge dans le triomphe des révolutions socialistes en Europe centrale.

Les premiers préparatifs de l'anniversaire d'Octobre à Petrograd furent lancés en août 1918 par le commissariat aux Lumières (l'Education) du SK SO. Début septembre, la direction du Soviet de Petrograd se chargea des préparatifs de la fête.

Les autorités soviétiques programmèrent un Congrès des Comités de villageois pauvres de l'oblast du Nord à Petrograd du 3 au 6 novembre, de sorte que les quelque cinq mille paysans attendus pussent participer à la fête à partir du 7.

Pour contrecarrer les tentatives de leurs opposants de perturber les célébrations, les bolcheviks de Petrograd arrêtaient des centaines de fauteurs de troupes potentiels, de haut et de moyen niveau, encore en liberté. (...) Le seul point unissant Izgoïev (note : membre du Comité central des Cadets) et ses codétenus était qu'ils avaient tous figuré sur les listes de candidats aux élections des doumas de district au printemps 1917.

"Nos prédécesseurs, les Communards de Paris, n'ont détenu le pouvoir que pendant quelques semaines. Les ouvriers russes l'ont gardé pendant un an", s'enorgueillissait Zinoviev. (...) L'invincibilité croissante des troupes de l'Armée rouge était un autre thème majeur de la fête. (...) Pendant que Zinoviev parlait, la pluie cessa. Ignorant le froid hivernal, des masses d'ouvriers et de soldats et leurs familles, entrecoupés de groupes de paysans, se pressaient sur les quais de la Neva pour assister au spectacle de lumières et de feux d'artifice. Selon les critères de l'époque, ce devait être un spectacle impressionnant.

Au début surtout, les soviets de district avaient des idées fortes et indépendantes sur l'organisation de la fête dans leur quartier, notamment le souci d'y impliquer les représentants des usines locales, afin de rétablir des liens avec les travailleurs en général. En même temps, ces soviets affichaient leur mépris habituel pour les autorités supérieures. Cependant, le contrôle par le Bureau central du financement des festivités obligeait les commissions de district ad hoc à réprimer leur dégoût pour la supervision

et à accepter une direction globale venant d'en haut. Le seul élément majeur de la fête venant en grande partie "d'en bas" fut la fête pour les enfants.

De manière très différente d'un district à l'autre, l'influence du parti s'exerçait désormais par le biais des nominations aux postes de direction au sein des soviets, des rapports périodiques obligatoires de leurs responsables et leurs critiques lors des réunions locales du parti, ainsi que par des fractions bolcheviques organisées au sein des soviets de district. Pourtant, même dans les districts où ces mécanismes étaient les mieux développés, ils indiquaient une **influence croissante plutôt qu'un contrôle** sur les politiques du soviet. (...) La relation structurelle entre les organes du parti et les soviets n'était toujours **pas réglée**.

15. **Le prix de la survie**

Pendant la phase culminante de la révolution d'Octobre à Petrograd, l'exigence de Lénine de prendre le pouvoir immédiatement l'emporta sur le plan plus patient et **plus prudent des bolcheviks modérés**, qui prévoyait d'affaiblir progressivement le gouvernement provisoire et de lier sa destitution formelle à l'action du deuxième Congrès panrusse des Soviets. Pourtant, malgré cet échec initial, apparemment décisif, les modérés continuèrent à se battre pour leurs objectifs qui, il faut le rappeler, étaient inscrits dans le programme politique des bolcheviks avant Octobre.

Fermement convaincus que le maintien par les bolcheviks d'une ligne ultra-radical indépendante, comme le demandaient Lénine et Trotski, serait suicidaire pour la révolution, ils cherchèrent du soutien pour élargir le gouvernement lors des réunions du Comité central bolchevique et du Comité de Pétersbourg, ainsi qu'au sein de la fraction du parti au sein du CEC. Avec les SR de gauche, les mencheviks-internationalistes et les petits partis socialistes de gauche, ils défendirent en outre fermement, lors des sessions plénières du CEC et, surtout, lors des pourparlers d'urgence sur la formation d'un gouvernement de large coalition socialiste parrainé par le Vikjel, la préservation des libertés civiles et la responsabilité du Sovnarkom devant le CEC, plus largement représentatif, comme le stipulait le Congrès des Soviets.

Au début, les efforts des bolcheviks modérés lors des pourparlers du Vikjel furent renforcés par la détermination des mencheviks et des SR à exclure Lénine et Trotski de tout futur gouvernement, voire à renverser complètement la révolution d'Octobre. Par la suite, ils furent fragilisés par l'enthousiasme populaire pour le programme des soviets, les premiers succès militaires des forces révolutionnaires et la défection des SR de gauche au profit des léninistes. Indiscutablement, **les modérés furent dépassés par Lénine à chaque étape**. Leur éviction du contrôle de la fraction bolchevique dans

l'Assemblée constituante en décembre 1917 marqua la fin de leur lutte collective contre les léninistes et leur mort en tant que groupe national influent au sein du parti.

Les modérés n'étaient certainement pas la petite minorité dépeinte dans les récits soviétiques. Leurs vues sur la stratégie et les objectifs révolutionnaires étaient largement partagées à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Rétrospectivement, leur réflexion sur les dangers à long terme d'une prise de pouvoir exclusivement bolchevique dans une Russie arriérée apparaît très sage. Conformément à leurs hypothèses, les soulèvements décisifs du prolétariat européen que Lénine et Trotski considéraient comme une condition préalable à l'édification du socialisme en Russie ne se sont pas concrétisés.

Le fait est que les bolcheviks de Petrograd ont dû passer de l'état de rebelles à celui de dirigeants, sans bénéficier d'un plan d'action ou même d'un concept. Les réalités auxquelles les bolcheviks furent confrontés dans leur lutte qui semblait souvent désespérée pour la survie jouèrent un rôle essentiel dans l'évolution initiale des organes du parti et des soviets, leurs relations mutuelles et le système politique soviétique en général. C'est ainsi qu'au lendemain d'"Octobre", ignorant le principe selon lequel tout le pouvoir gouvernemental devait être transféré aux soviets locaux, les nouvelles autorités de Petrograd n'ont dissous la Douma de la ville de Petrograd que lorsqu'il apparut qu'elle était devenue un centre national d'opposition.

Le grand nombre de sources pertinentes disponibles aujourd'hui ne laisse planer aucun doute sur le fait que, pendant un certain temps, la nécessité d'une dictature du parti extrêmement structurée, toute-puissante et centralisée n'était nullement évidente pour la plupart des bolcheviks de Petrograd.

On ne soulignera jamais assez qu'à l'apogée de la lutte pour le pouvoir pendant la révolution d'Octobre 1917 à Petrograd, les bolcheviks tiraient une grande force du caractère représentatif de leur parti, de ses liens étroits et de son interaction permanente avec les ouvriers dans les usines, le personnel militaire de rang inférieur et une myriade d'organisations de masse. Un autre avantage était que le nombre de membres du parti dans la ville s'élevait à environ cinquante mille, avec à leur tête la crème des dirigeants vétérans à tous les niveaux de l'organisation bolchevique.

Au lendemain des journées d'Octobre à Petrograd, des milliers de membres du parti furent envoyés pour aider à la consolidation de la révolution dans le pays, ou encore pour entrer à plein temps au service du gouvernement au sein du CMR, des soviets de Petrograd ou d'autres organismes municipaux. (...) Le travail politique des comités bolcheviques de district, la pierre angulaire du parti en 1917, ralentit vertigineusement. (...) A la mi-février (...) un grand nombre de bolcheviks nominalement impliqués dans le parti (ainsi que dans les soviets locaux) étaient de nouvelles recrues inexpérimentées et, pire encore, beaucoup de ces nouveaux venus étaient de parfaits

criminels ou simplement des individus opportunistes sans aucun engagement envers le parti.

En plus d'être des dirigeants révolutionnaires éduqués, vifs intellectuellement, chevronnés et indépendants, les SR de gauche offraient un vivier de cadres de base dévoués, souvent plus capables et plus fiables que les nouveaux bolcheviks recrutés à la hâte et sans discernement.

Ils fermèrent les yeux sur la manipulation de la "victoire" des bolcheviks aux élections de juin u Soviet de Petrograd et collaborèrent à la suppression de l'AED. La conclusion s'impose : depuis la formation de la Commune du Nord en mai et jusqu'à la criminalisation des SR de gauche en juillet, la coopération entre les bolcheviks et les Sr de gauche à tous les niveaux du gouvernement de Petrograd fut l'un des principaux facteurs de la survie du pouvoir soviétique dans le Nord-Ouest.

Les SR de gauche de Petrograd, comme leurs homologues de Moscou, furent repoussés dans les rangs de l'ennemi. (...) Les SR de gauche assuraient au pouvoir soviétique un lien crucial avec la campagne.

La terreur rouge qui explosa à Petrograd le 30 août (...), les preuves existantes indiquent que ces événements peuvent être mieux compris comme l'aboutissement d'un processus graduel au cours duquel l'influence modératrice d'individus importants comme Ouritski, Krestinski et Prochian fut remplacée par des pressions en faveur d'une Terreur rouge systématique, en partie venues "d'en bas". (...) Le début de la Terreur rouge à Petrograd remonte à une réunion des hauts responsables du gouvernement et du parti convoquée par le Comité bolchevique de Pétersbourg le 30 août, quelques heures après l'assassinat d'Ouristki mais bien avant la tentative ratée d'assassinat contre Lénine.

Contrairement à la situation existant en Russie à la veille des révolutions de 1917, à l'automne 1918, des défaites militaires décisives et des difficultés économiques, plutôt qu'une réforme fondamentale de l'ordre social et politique existant, avaient dicté la démocratisation du gouvernement allemand, la formation d'un cabinet libéral de gauche et socialiste modéré, et la demande d'armistice qui devait mettre fin à la guerre mondiale avant même l'abdication formelle de l'empereur Guillaume le 9 novembre.

Pendant les dix premiers jours de novembre, des soviets d'ouvriers et de soldats sur le modèle russe furent formés par les marins à Kiel, puis par des ouvriers et des soldats à Munich, Berlin et d'autres grandes villes allemandes. cependant, une majorité de socialistes indépendants radicaux acceptèrent de rejoindre un nouveau gouvernement national contrôlé par les socialistes modérés de la majorité.

Pendant une courte période, une sorte de double pouvoir exista en Allemagne, avec des soviets d'ouvriers et de soldats opérant aux côtés d'un nouveau gouvernement provisoire. Mais la grande majorité de ces soviets étaient contrôlés par des modérés.

Attachés à une démocratie parlementaire de type occidental, ils consolidèrent leur pouvoir et rétablirent un calme relatif. (...) Après la célébration joyeuse du premier anniversaire de la révolution d'Octobre, en l'absence d'unification avec leurs frères révolutionnaires allemands, les bolcheviks de Petrograd restèrent seuls. Leur lutte solitaire et coûteuse pour la survie reprit après une courte pause.